

# **RENCONTRES DES ACTEURS PUBLICS CONTRE LA VIOLENCE DANS NOS QUARTIERS JEUDI 05 FEVRIER 2009**

## **INTERVENTION DE MONSIEUR STEPHANE BEAUDET Maire de Courcouronnes**

Monsieur le Député, Monsieur le Président du Conseil général,  
Monsieur le Préfet, Monsieur le Préfet délégué à l'égalité des chances  
Mesdames et Messieurs, Chers collègues,

C'est terrible, il faut bien le dire, mais il faut parfois des drames pour dépasser nos modes d'actions, pour passer de la conscience collective de la nécessité à faire autrement à une action plus concrète, plus concertée.

C'est ainsi après la mort violente du jeune Esper Touré, le 1<sup>er</sup> Mai 2006, qu'au delà des actions menées conjointement par Manuel Valls et moi-même dans le cadre de notre Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance dont nous assurons alternativement la présidence, que nous avons collectivement décidé d'agir ensemble pour que nos actions, nos discours auprès des acteurs de ces violences, auprès des familles de victimes aient davantage de poids, davantage de prise.

« Mieux comprendre pour mieux agir » voilà finalement ce qui nous a peut-être manqué jusqu'ici : jusqu'alors, quand des violences de cette nature survenaient, bien évidemment nous mobilisions nos réseaux,

- les professionnels de l'action sociale ou de la prévention spécialisée qui connaissent la sociologie du territoire et les forces en présence,
- les directeurs d'école qui connaissent les familles,
- les associations et institutions qui oeuvrent au quotidien auprès de nos populations, comme nos cellules de Veille et de Réussite éducative,
- les forces de police et parfois du renseignement, pour décortiquer le mécanisme qui avait permis d'en arriver là avec pour ambition de dire « plus jamais ça ».

Mais, finalement, il nous faut sans doute passer par une étape intermédiaire pour tenter d'expliquer ces actes, pour en comprendre les ressorts, ce qui les motive ainsi que les conditions qui leur permettent de perdurer.

Gageons, à l'aube de cette journée, que c'est à ce prix que nous parviendrons à désamorcer ces « bombes » avant qu'elles n'exploient et ne fassent de nouvelles victimes, des familles endeuillées et des quartiers en colère.

A l'heure où les statistiques de la délinquance générale, sont à nouveau en baisse sensible, en 2008, les autorités ne peuvent passer sous silence la hausse des affrontements entre jeunes et de leurs conséquences, sur notre territoire comme sur d'autres. Alors, si cette problématique continue à mobiliser les acteurs locaux, l'Etat, les associations, les élus, elle ne doit pas jeter l'opprobre ni sur la jeunesse majoritaire et dynamique de nos quartiers, ni sur le formidable

laboratoire social, économique, urbanistique qu'est la Ville Nouvelle et dont les fondements étaient largement basés sur une aspiration au mieux vivre ensemble.

Des jeunes créateurs d'entreprise, animateurs de la vie locale, talents artistiques, étudiants brillants, il en existe évidemment sur nos quartiers et c'est à eux que nous devons d'abord penser :

- comment leur « garantir » des conditions d'épanouissement au sein de nos quartiers,
- comment leur garantir qu'ils pourront vivre leur passion, vivre de leur passion sur notre territoire, leur donner envie de revenir vivre ici avec leurs familles, pour se poser en exemple, pour montrer que c'est possible, pour que l'ascenseur social ne soit pas synonyme que de départ.

Ne nous voilons pas la face : le chemin est long et sera semé d'embûches. Mais il est de notre responsabilité d'admettre aussi les échecs, comme autant de signaux d'alerte, comme autant d'éléments nous invitant à agir, mais en aucun cas comme une limite à notre engagement commun, au delà de tout clivage partisan, dans le strict respect de l'intérêt des populations.

Nous avons déjà certes tellement tenté. Mais il faut poursuivre :

- concerter davantage,
- réunir encore,
- anticiper de nouveau.

Je remercie donc ici les instigateurs de cette journée de réflexion inédite dans l'histoire de notre territoire, en matière de lutte contre les violences :

- le Conseil Général de l'Essonne, au travers de la Maison des Solidarités (supprimé « et de l'Habitat »), particulièrement de sa Directrice, Madame Nicole DUMEC,
- la Protection Judiciaire de la Jeunesse et le Centre d'action éducative, représentés par sa directrice Nicole SÉGALEN,
- la Ville d'Evry et ses services par l'intermédiaire de Gérard PEYRONNET,
- l'association de prévention spécialisée Oser avec Gilles CALESTROUPA, son Directeur,
- la Ville de Courcouronnes et notamment, Jean-Pierre GUÉRINI.

Je veux également saluer l'engagement de l'Etat à nos côtés, en la personne de Monsieur le Préfet de l'Essonne, Jacques REILLER et Monsieur le Préfet pour l'Egalité des Chances, Eric FREYSSSELINARD.

Comprendre pour mieux agir contre ces violences, c'est la raison de cette invitation solennelle à échanger et partager les connaissances et les expériences de ce que tout le centre de notre département compte d'élus, de professionnels, de techniciens, d'associatifs, de travailleurs sociaux, d'éducateurs, d'entreprises, de collectivités et de services de l'Etat... engagés dans l'amélioration du vivre ensemble,

- pour que le rêve des pionniers de la Ville Nouvelle ne se transforme pas en chimère,
- pour que les expériences positives soient poursuivies,
- pour que les énergies innovantes concentrées sur notre territoire soient source de motivation pour nous comme pour les habitants.

La richesse, la qualité et la diversité des intervenants aujourd'hui présents montre s'il en était besoin que cette question intéresse au-delà des limites territoriales.

De Marc HATZFELD à Papé CISSOKO, de Dominique BERTHELOOT à Philippe KAUFFER, des prismes éducatifs, sociologiques aux approches familiales historiques ou culturelles, j'imagine que les analyses, réflexions, comparaisons et multiplicités des regards permettront de nourrir notre propre réflexion, d'enrichir nos modes d'action, de nouer un dialogue plus constructif encore.

Au-delà de ces faits qui nous mobilisent tous lorsqu'ils surviennent, c'est bien de la question de la jeunesse dans son ensemble, des politiques construites, ou non, en direction de ce public, que viendra une partie de la réponse.

Comme il est aujourd'hui indispensable de réfléchir ensemble aux conditions d'émergence de la violence, il devient nécessaire non seulement de nous adapter plus vite encore à l'évolution des modes opératoires des scénarii de violence mais également de nous interroger franchement sur ce que nous offrons à cette jeunesse qui constitue notre capital pour demain.

A la lumière du nombre de jeunes talentueux que nos quartiers comptent, à l'aune aussi, du constat que certains d'entre eux sont sans repères, sans espoir, sans véritable projet de vie autre qu'un désir de vengeance contre on ne sait trop quelle réalité qui les empêcherait de « vivre » ou de s'épanouir, notre réflexion se doit d'être guidée par une certaine forme d'inventivité, une appréhension globale de la jeunesse sur nos territoires :

- que voulons-nous pour elle ?
- que voulons-nous pour son avenir ?
- celui de nos enfants et de leurs copains, de toutes cultures et de toutes origines ?
- quel lien social sur les quartiers ?
- quelles relations aux générations antérieures ?

sans occulter les questions connexes de la justice, du lien entre les jeunes et les institutions, du rapport de confiance entre les politiques et eux.

C'est aussi de ces questions dont le gouvernement vient de se saisir en nommant un Haut-Commissaire à la Jeunesse, en la personne de Martin HIRSH, dont la posture opiniâtre dans la mise en œuvre du Revenu de Solidarité Active, constitue un indicateur de ténacité dans la volonté de réfléchir à l'avenir de notre jeunesse, en prenant en compte aussi bien sa formation que son éducation, son insertion dans le monde du travail que ses loisirs, ses conditions de logement que la construction de son identité.

Autant de questions difficiles et complexes sur lesquelles les orateurs présents, et notamment notre ami et collègue, Jacques Longuet, auront l'occasion au cours de cette journée, de jeter les bases de la réflexion exigeante que nous devons mener pour faire évoluer nos politiques en faveur de la Jeunesse.

Cette journée si fondatrice qu'elle soit sur la forme et sur le fond, ne saurait constituer une finalité mais bien davantage la première étape d'un travail, qui donnera lieu non seulement à des actes mais également à des propositions qui permettront de participer à la progression de notre compréhension de ce phénomène et à son traitement.

Mesdames et Messieurs, chers collègues, je ne doute pas que le niveau des débats nous permettra d'atteindre ces objectifs et vous souhaite une journée de travail enrichissante, non sans avoir remercié la Communauté d'Agglomération de son soutien et l'équipe du théâtre de l'Agora d'Evry de son accueil, et de la programmation, fort à propos, de la pièce « Couteau

de nuit » qui, à l'issue de cette journée, nous permettra de ponctuer d'une manière différente notre réflexion.

Chers Amis, au travail !

**INTERVENTION DE MONSIEUR Michel BERSON**  
**Président du Conseil général de l'Essonne**

Monsieur le Préfet,  
Monsieur le Député-Maire d'Evry,  
Monsieur le Maire de Courcouronnes,  
Mesdames, Messieurs,

La rencontre d'aujourd'hui est un aboutissement et un commencement.

C'est d'abord l'aboutissement d'une démarche engagée il y a près de trois ans, le 1<sup>er</sup> mai 2006.

Ce jour-là, un jeune de chez nous succombait à quelques dizaines de mètres d'ici, victime tragique d'une de ces bagarres entre quartiers d'Evry et de Courcouronnes. Victime d'une de ces nombreuses « embrouilles », comme on dit, une de plus, une de trop.

Ce jour-là, parents comme jeunes, élus comme citoyens prenaient conscience avec brutalité que les choses étaient allées bien trop loin et qu'il fallait faire cesser cette violence inacceptable.

Ce jour-là, les acteurs spécialisés se constituaient en groupe interdisciplinaire pour réfléchir et agir en commun. Je pense notamment aux travailleurs sociaux et éducatifs des villes d'Evry et de Courcouronnes, les assistantes sociales de la Maison Départementale des Solidarités, les éducateurs de rue de l'association OSER et les éducateurs de la Protection Judiciaire de la Jeunesse.

Je veux d'ailleurs en profiter pour les saluer pour le travail remarquable qu'ils accomplissent chaque jour au service de la population et dans des conditions souvent difficiles.

Oui, notre rencontre d'aujourd'hui prend racine dans ce drame du 1<sup>er</sup> mai 2006 et nous ne devons pas l'oublier.

Cette rencontre est aussi, et peut-être avant tout, un commencement. Son titre est « mieux comprendre pour mieux agir ».

Nous sommes, en effet, réunis pour mieux comprendre le phénomène de violence et de bandes.

Ainsi, au cours de la journée, vous aurez l'occasion de croiser les regards, notamment historique, sociologique et anthropologique.

Cette meilleure compréhension de ce qui s'est passé, et, il faut le reconnaître, de ce qui se passe encore, doit nous permettre de mieux agir.

En ce sens, notre rencontre d'aujourd'hui doit être un commencement pour de nouvelles actions, de nouvelles approches et de nouvelles coopérations.

Pour sa part, le Conseil Général de l'Essonne est et sera résolument à vos côtés pour agir contre la violence dans nos quartiers.

D'abord, à travers sa responsabilité dans le domaine de la prévention spécialisée en partenariat avec les communes et les associations. Le Département finance ainsi 200 postes éducatifs affectés à 13 structures en Essonne et notamment l'association OSER pour l'Agglo Evry – Centre Essonne. Nous avons également soutenu le « Bus des Parents » qui permet d'accompagner les parents dans leur rôle éducatif.

Ensuite, à travers sa politique dans les collèges, où nous cherchons, avec la sectorisation, à parvenir à un équilibre entre mixité sociale et coexistence des publics. Notre objectif est que les collèges soient des endroits préservés de la violence où seule la réussite éducative ait droit de cité.

Enfin, à travers notre intervention pour améliorer le cadre de vie des habitants des quartiers en appui aux efforts des communes. Nous pensons, en effet, que l'environnement dans lequel les habitants vivent est un élément essentiel pour faire reculer la violence. Je ne ferai pas la liste de tout ce que nous avons financé ou que nous allons financer. Ce serait trop long. Je veux simplement rappeler que le Conseil Général fait un effort substantiel à travers notamment le fonds APPUI, pour les opérations d'investissement, et le fonds PACTE, pour les projets associatifs.

Ce que fait le Conseil Général est ainsi complémentaire des actions de l'Etat, des communes et des associations.

De ce point de vue, je veux saluer l'esprit de partenariat qui règne entre ces différents acteurs et je souhaite que cette coopération se renforce encore à l'avenir.

Je veux également profiter de cette rencontre pour lancer un appel quant au manque de moyens dont dispose la Justice.

La Justice a un rôle central à jouer car je pense que la responsabilité individuelle de ceux qui se rendent coupables de violence ne peut pas être évacuée.

Je suis en effet convaincu que face à la violence, la clef du succès réside dans le triptyque « prévention, répression, solidarité », ainsi que le diagnostiquait Gilbert BONNEMAISON, alors président de la commission des maires sur la sécurité.

Or, en matière de répression, rien n'est possible si la Justice ne dispose pas des moyens d'exercer ses missions sereinement et efficacement.

Ce qui implique deux choses.

D'abord, de juger à temps, c'est-à-dire ni dans la précipitation, ni bien longtemps après que les faits aient été commis.

Et surtout, d'exécuter rapidement les décisions de justice, et notamment les mesures éducatives.

Pour cela, il faut des moyens. Ils sont aujourd'hui notoirement insuffisants.

Je pense donc qu'en ce domaine, nous avons beaucoup de progrès à faire [et que ce serait bien plus efficace que de vouloir faire avancer l'âge de la responsabilité pénale à 12 ans.]

Mesdames, Messieurs,

Je conclurai ces quelques mots d'ouverture en vous souhaitant une journée fructueuse, riche d'échanges et de débats, qui nous permettront d'avancer ensemble pour que le drame du 1<sup>er</sup> mai 2006 ne se reproduise plus.

Je vous remercie de votre attention.

## **INTERVENTION DE MONSIEUR MANUEL VALLS**

### **Député-Maire d'Evry**

Monsieur le Préfet de l'Essonne, Jacques REILLER,  
Monsieur le Président du Conseil général, cher Michel BERSON,  
Monsieur le Maire de Courcouronnes, cher collègue,  
Mesdames et Messieurs,

Je veux à mon tour vous faire part de tout l'intérêt que je porte à cette journée de rencontres sur la violence dans nos quartiers.

Stéphane BEAUDET et Michel BERSON l'ont dit à l'instant : la violence dans nos quartiers agit comme une menace terrible, capable à tout moment d'endeuiller des familles, de faire régner un climat de peur, de casser durablement le « vivre ensemble ». L'éradication de la violence est notre objectif prioritaire. Elle menace la sérénité du sanctuaire que devrait être l'école. Elle ternit l'image de nos villes, l'attractivité de nos territoires, elle masque nos forces vives et éclipse injustement le talent et l'énergie de notre jeunesse.

Vivre sereinement dans nos quartiers ne relève pas d'un luxe. C'est un droit fondamental. Face à la violence, nous avons donc le devoir – en tant qu'élus de la République, représentants de tous les citoyens et garants de l'intérêt général - d'opposer une détermination sans faille.

Agir avec détermination, cela signifie agir ensemble, sur la base d'une véritable analyse, et sans céder aux discours alarmistes ni à l'utilisation simpliste des statistiques ou des faits divers qui alimentent trop souvent l'actualité.

C'est le but de cette journée organisée à l'attention de tous les professionnels du territoire d'Evry et du Centre-Essonne qui œuvrent dans les domaines du social, de l'éducation, de la justice et de la sécurité.

Je me félicite, d'ailleurs, de l'écho qu'elle recueille.

On vient de me dire que vous devriez être plus de 400 à venir écouter les intervenants qui se succéderont aujourd'hui sur la scène du Théâtre de l'Agora – scène nationale, dont je remercie très chaleureusement la Direction pour son accueil.

Quelles que soient les missions qui vous incombent dans l'exercice de vos métiers, votre mobilisation aujourd'hui prouve votre volonté de mieux travailler ensemble, le plus efficacement possible. « Mieux comprendre pour mieux agir » implique en effet de décroquer les frontières institutionnelles et les champs d'action. Car ils sont perméables et en constante interaction. La question qui nous réunit, par sa complexité, appelle une réflexion globale et une prise en charge transversale.

Aujourd'hui, les intervenants nous permettront d'envisager cette question sous des prismes très divers: sociologie, histoire, anthropologie, santé, psychologie, éducation, culture, parentalité...

Je tiens à remercier par avance l'ensemble des intervenants.

Mais je veux aussi saluer et remercier le groupe de travail – à l'origine de ces rencontres - qui depuis de nombreux mois œuvre avec ténacité et persévérance : la Maison des Solidarités (sa Directrice et toutes les assistantes sociales), l'association de prévention spécialisée OSER (ses responsables et ses éducateurs de rue), le Centre d'Action Educative de la PJJ, tous nos partenaires associatifs. Et, bien sûr, l'ensemble des agents municipaux des villes de

Courcouronnes et d'Evry, qui travaillent dans les domaines de la sécurité, de la prévention et de l'éducation.

Ce sont eux qui ont conçu le programme de nos rencontres, eux également qui ont mis en place l'accueil qui vous est réservé. Je salue, à ce titre, la participation amicale du lycée professionnel Baudelaire d'Evry dont dix élèves de Terminale, encadrés par leurs professeurs, vous ont accueillis et vous accueilleront toute cette journée, avec le souci du sourire, de l'efficacité et du professionnalisme. Je trouve que leur présence est un beau symbole d'une jeunesse qui s'investit de manière citoyenne. J'ai à cœur de les valoriser et je vous propose de les remercier par vos applaudissements.

Mesdames, Messieurs,

Cette journée sera riche d'interventions de qualité. Je serai donc très bref dans ce propos préliminaire, l'essentiel étant de donner la parole plus que de la prendre. D'autant que j'aurai le plaisir de m'adresser à vous de nouveau peu avant la fin de cette journée, en tant que Président du Conseil local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance d'Evry-Courcouronnes, pour une première conclusion et synthèse de vos travaux.

L'origine de la journée à laquelle vous participez tient, vous le savez tous et cela vient de vous être rappelé, dans un événement dramatique. Le 1er mai 2006, dans un affrontement entre des jeunes du Canal et des Pyramides, un adolescent de quinze ans trouvait la mort.

Face à ce drame, beaucoup se sont mobilisés. Avec mon collègue Stéphane BEAUDET, Maire de Coucouronnes, nous avons lancé un appel commun appelant les parents et les acteurs publics à s'unir contre la violence ; il a été entendu. Avec le concours particulièrement efficace du Commissaire Divisionnaire Jean-François PAPINEAU et des forces de police, dans le cadre des très grandes relations de confiance que nous avons instituées au sein du CLSPD, cette mobilisation a permis que les quartiers ne trouvent pas dans ce meurtre l'occasion et le prétexte à un embrasement.

Mais cette capacité à éviter le pire ne pouvait suffire, d'autant que nous savons bien que la sérénité relative était, et reste, fragile.

C'est pourquoi nous avons adhéré à l'initiative de Michel BERSON, Président du Conseil Général, qui a demandé à ses services de réunir tous les acteurs du territoire. Ainsi, s'appuyant sur un travail partenarial de terrain, au quotidien, qui est allé en progressant, s'est constitué le groupe qui nous propose les rencontres d'aujourd'hui. Cette journée est la première étape d'une réflexion mais surtout d'une ACTION collective, que nous souhaitons demain beaucoup plus efficace encore.

Nous avons évidemment souhaité associer les services de l'Etat à cette démarche, tant il est vrai que si les collectivités territoriales sont certainement les plus à même d'être force de proposition et de coordination, elles ne peuvent cependant rien sans l'appui technique et financier de l'Etat. A ce propos, Monsieur le Préfet, je sais pouvoir compter sur votre engagement pour que les intentions manifestées par le Président de la République, en particulier dans le cadre du plan banlieue de Madame Fadela AMARA, trouve en Centre-Essonne la meilleure et la plus rapide des traductions concrètes et à la hauteur des enjeux.

Nous avons également pleinement associé l'Education nationale à notre démarche. Et je remercie vivement M. Christian WASSENBERG, notre nouvel Inspecteur d'Académie en Essonne, d'avoir très rapidement répondu à notre appel. Grâce à son appui, M. BERTELOOT, Inspecteur d'Académie et Directeur du Centre Académique d'Aide aux Ecoles et aux Etablissements sera là pour nous parler en fin de matinée des conséquences de la violence dans le cursus scolaire des élèves en difficultés, comme dans la vie des établissements. Il

s'agit d'une question stratégique, tant nous réaffirmons le rôle central de l'Ecole, de l'Education et de la Culture dans la solution aux problèmes de ruptures scolaires, éducatives et sociales.

Mesdames, Messieurs,

Le programme de cette journée est dense; il vous invite à l'échange entre vous, le plus libre possible. N'hésitez pas à intervenir et à faire part de vos points de vue et de vos témoignages d'expériences. Des temps importants vous ont été réservés pour cela. Je souhaite que ces moments vous permettent de mieux partager, de mieux vous connaître et vous comprendre. Je vous souhaite tous une très bonne journée, productive et constructive.

## **INTERVENTION DE MONSIEUR JACQUES REILLER**

### **Préfet de l'Essonne**

Monsieur le Député-Maire,  
Monsieur le Président du Conseil Général,  
Monsieur le Maire de Courcouronnes,  
Et Mesdames et Messieurs,

D'abord je voudrais moi aussi féliciter tous les organisateurs et tous ceux qui ont pris l'initiative d'une telle journée qui me paraît devoir être féconde à tous égards. Comprendre, c'est déjà agir, alors mieux comprendre. Ne bornons pas nos espoirs quant aux retombées de cette journée.

Il s'agit aujourd'hui d'aborder de front, avec tous les partenaires associés et impliqués dans ces questions, des phénomènes de violence qui, comme l'ont dit les intervenants précédents, hypothèquent gravement notre lien social. C'est évidemment très complexe. En effet, il existe un écheveau de causes et il faut bien entendu se garder de toute stigmatisation, de toute globalisation. Ainsi, nous savons qu'il ne s'agit pas de la jeunesse en général et qu'il ne s'agit pas de tel ou tel quartier en général ; mais ces phénomènes, en même temps, nous renvoient une image et sont autant de symptômes de l'époque et de la société dans laquelle nous vivons. Je précise d'ailleurs, même si aujourd'hui il s'agira surtout d'Evry et de Courcouronnes et de l'agglomération, que le reste de l'Essonne, n'est plus du tout épargné par ce phénomène. Depuis 2007 les manifestations violentes de bandes et les rixes ont été multipliées par trois dans ce qu'on pourrait appeler le suburbain voire même le quasi-rural, c'est malheureusement une lèpre qui tend à envahir beaucoup de champs de notre département et des autres départements, bien sûr.

Alors, de quoi s'agit-il, quel diagnostic pouvons nous faire ? Et bien, il s'agit d'un phénomène qui malheureusement, comme le disait Monsieur le Député-Maire, nous fait appréhender chaque week-end des incidents, rarement prévisibles, avec un temps de déclenchement par S.M.S. ou autres, de parfois moins d'une heure. Ces épisodes mettent en présence des groupes, pouvant aller de plusieurs dizaines à plus d'une centaine d'individus, en fonction des quartiers. Ils sont, la plupart du temps, porteurs de matraques, barres de fer, marteaux, couteaux ou hachette, etc. Cela se produit en fin d'après-midi, ou plutôt entre 16 heures et 22 heures, et cela met en jeu des jeunes en général mineurs, conduits par des meneurs du moment. Naturellement si un meneur est provisoirement écarté un autre prend le relais. Ces affrontements se caractérisent toujours par une très forte association et identification à un quartier, à une partie de quartier, voire même à une école.

Tels sont les phénomènes dont il nous faut traiter aujourd'hui.



Ainsi, cette double caractéristique d'identification à un quartier, d'appropriation à celui-ci, peut-elle être le seul élément d'explication ? La situation sociale, le cumul des handicaps malheureusement trop avérés, le pourcentage de chômeurs qui, dans certains quartiers, est tout à fait considérable et excède de beaucoup les chiffres généraux, favorisent toutes les problématiques de l'économie parallèle, de trafic et de délinquance. Nous savons tout cela.

Mais est-ce que cela justifie ou suffit-il à expliquer ce déchaînement d'affrontements, cet enchaînement de violence, cet engrenage, qui parfois évoquent plutôt des logiques, sortes de rituels pris à telle ou telle civilisation, plutôt à telle ou telle tribu ? Et c'est vrai que si ce n'était pas souvent sordide et malheureusement parfois franchement dramatique, parce que comme le disaient les élus, nous frisons à tout moment le drame majeur comme en 2006, et bien, il est vrai que parfois cela nous renverrait aux combats ou aux injures homériques de *West Side Story*, ou des *Capulet* et des *Montaigu*. Donc, il y a une espèce de mise en scène, de théâtralisation dans ces histoires urbaines spectaculaires, qui s'écrivent en même temps qu'elles se jouent. J'ai trouvé dans *Roméo et Juliette* la phrase suivante : « Je vais froncer le sourcil en passant près d'eux et qu'ils le prennent comme ils voudront ».

Donc, d'une certaine façon tout cela se ré-alimente avec ces constantes un peu anthropocentrées ou universelles, mais je crois qu'il faut faire intervenir des éléments de diagnostic plus contemporains pour approcher de plus près la vérité de ces phénomènes. Et ces éléments nouveaux, il y a toute une école, mais vous le savez mieux que moi, de sociologues ou d'analystes qui, aujourd'hui, mettent en avant des éléments de diagnostic culturels, au sens large, au moins autant qu'économique. Interprétations culturalistes : je pense à LAPEYRONNIE, le sociologue, mais il y en a d'autres qui mettent en avant cette expérience de discrimination, de ségrégation, de racisme qui aboutit à constituer ce que l'auteur, et il ne le faisait pas il y a 10 ans, il ne l'aurait pas fait : n'hésite pas à qualifier du nom de ghetto. Le ghetto, c'est le fait que les habitants commencent à s'organiser autour d'un mode de vie particulier, quand il y a formation d'une contre-société construite sur les valeurs d'une culture dominée ou prétendument dominée. C'est ainsi, qu'on assiste à une fabrication de culture collective où la fiction parfois imprègne beaucoup la réalité et qui fait que les gens la mettent en œuvre pour se protéger du monde extérieur. Ils procèdent également ainsi pour sublimer ou pour retourner en positif tout ce qu'ils ont de négatif, puisqu'ils ne possèdent presque que du négatif : manque de travail, manque d'espace, manque de vie affective, frustrations diverses. Pour transformer tout cela en positif, c'est un processus collectif souvent de fabrication symbolique d'un univers particulier et d'une contre-société. Et c'est vrai que les personnels - et hospitaliers et de police - ne se résignent pas à voir des jeunes qui sont blessés, parfois même gravement et qui refusent de porter plainte, qui se murent dans le silence sauf pour dire que bien évidemment la revanche viendra et qu'ils la susciteront dès que possible.

On observe une forme de durcissement de ces représentations qu'il faut bien prendre compte. Et au passage, il est vrai je ne serai pas du tout de ceux qui croient guetter ou apercevoir, là je ne sais quelle nouvelle figure messianique qui serait révolutionnaire ou rédemptrice. Je crois, en effet, au contraire, malheureusement, que souvent ce qui nous est donné à voir là c'est presque une caricature de l'ultralibéralisme ; c'est la compétition pour écraser l'adversaire, c'est la course au fric, c'est l'obsession des marques, des consoles de jeux, dont je veux dire et cela n'a absolument rien de révolutionnaire si les mots ont un sens, que cela me paraît questionner le rapport à la norme. Toute civilisation, et a fortiori la République, repose sur le pacte social, c'est-à-dire sur le rapport à la norme, sur l'édiction des normes et sur leur respect. Et si ces phénomènes nous renvoyaient plutôt à une société anomique où la Loi, y compris malheureusement parfois à l'école et en tout cas dans les familles ou au quotidien, la Loi a sinon déserté, du moins se fait beaucoup plus translucide, et où c'est quand même avant

tout l'empire des marques, du marché, des biens de consommation et de l'argent qui se substitue en tant que règle. Il y a aussi un lien, car il faut que le diagnostic traite également des questions d'éducation et de famille. De quoi parlons-nous ? Prenons l'exemple du père de famille, quand il y en a un, il y en a quand même encore assez souvent, heureusement. Mais qui a le réflexe par exemple à la première bêtise, grosse bêtise, de vouloir corriger à coup d'étrivière et auquel aussitôt la société rétorque : « Attention, les droits de l'enfant, mais vous n'y pensez pas ! Et vous encourez des choses gravissimes ! » Dans un pays où il maîtrise sans doute moins le langage que sa progéniture, et donc déjà la difficulté d'assumer l'autorité paternelle, tout cela l'affaiblit. Et que aussi dire des mères complètement débordées qui supplient que ce soient les enseignants ou la police, du genre : « Contrôlez mon fils, punissez-le, je n'y arrive pas ! ». Donc, cette demande d'éducation – même partagée – existe.

Il faut également prêter la plus grande attention à la distinction des sexes. La femme ou la fille, là ce n'est plus la prolétaire du prolétaire, mais la ségréguée du ségrégué. Le durcissement de ces contre-cultures va de paire avec un joug accru sur les sœurs, les filles. Personnellement, dans toutes les opérations organisées par les villes, les associations, grâce à des subventions, je pose toujours la question : « Où sont les filles ? ». En d'autres termes, surtout, veillons à ne pas réserver les ouvertures de toutes sortes aux seuls garçons, c'est déterminant.

Voilà à mon sens si vous voulez quelques éléments de diagnostic, ou en tout cas d'interrogations, que nous devons tous avoir en commun.

Par rapport à ces questions, très rapidement, puisque bien entendu toute la journée y sera consacrée, je veux souligner qu'il y a énormément de choses qui s'accomplissent. Il y a d'abord « les médications », si je puis dire, ou les œuvres de long terme. En globalisant toutes les actions de l'Etat, toutes les actions des collectivités sur les quartiers, Monsieur le Député-Maire avait tout à fait raison de citer d'abord toutes les politiques de rénovation urbaine, dont il ne faut pas se cacher que parfois, dans la mesure où elles bousculent des quartiers, elles peuvent engendrer des réactions d'urtication ou d'urticaire, ou violentes. Et enfin, il y a un processus de fond qu'il faut bien sûr accroître. Il y a aussi quelque ambiguïté qui subsiste dans les choix d'orientation : doit-on privilégier le désenclavement ou la mixité sociale ? En clair, apporter à un quartier beaucoup de choses, beaucoup de services. Il ne faut pas non plus qu'en filigrane que le propos soit : « Bien, ils vont rester là, puisqu'ils n'auront plus de raisons de sortir, » et entre guillemet nous embêter. Ainsi, il est essentiel de fluidifier les mouvements et arriver à ce que dans les cités, les compartiments communiquent entre eux. Lors de l'explosion de 2005, il était frappant de voir que la cité phocéenne, Marseille, a été de loin la moins touchée, des métropoles de cette dimension. Et pourquoi ? Parce que ceux qui connaissent les quartiers Nord ou le Cayol débouchent sur la Canebière. Il y a une unité de la ville qui, bien évidemment a été bénéfique et à laquelle il faut travailler partout.

D'autres actions sont à mener, par exemple la vidéo-surveillance, dont la ville d'Evry après d'autres va se doter. Là où il y a déjà ces équipements, on constate mécaniquement que les situations s'améliorent. Il y a une dissuasion du phénomène de bande. Mais tout ne saurait suffire, car l'évolution des choses dépend bien évidemment du comportement de chaque institution et de chaque responsable.

Et c'est par là que je conclurai. Monsieur le Président du Conseil Général et Monsieur le Maire de Courcouronnes l'ont indiqué, il est nécessaire, ce n'est pas original mais on y revient un peu toujours là, de mettre en commun les compétences, les moyens et les énergies, de réaliser une bonne synergie. Parce que je suis frappé par la qualité et l'acuité de la connaissance de chacun, si je puis dire, « des côtés du triangle », c'est-à-dire police, justice, travailleurs sociaux au sens large, les éducateurs (il faudrait mettre plus de trois côtés au

triangle) qui démontrent une connaissance des situation, mais presque intime, y compris des meneurs des jeunes. Mais c'est vrai aussi qu'il y a des règles de fonctionnement, des cultures professionnelles qui font que souvent la synergie ne se réalise pas. Alors, bien évidemment chacun a ses contraintes et ses prérogatives. Mais il n'empêche, on le constate avec les élus dans le cadre des C.L.S.P.D., quand les gens s'écourent, quand ils prennent la peine de confronter leurs avis, il y a toujours une marge de développement et de progression très importante. Donc, c'est vraiment ce à quoi une journée comme celle-ci doit servir. Ce n'est pas le désir qui me manquerait de rester parmi vous, au vu de l'intitulé des interventions. Mais j'en aurai des compte-rendus fidèles, car je dois malheureusement vous quitter maintenant. Le Préfet Délégué pour l'Egalité des Chances reviendra ce soir pour conclure. Que cette journée, dont je félicite encore tous ceux qui en ont pris l'initiative, ne reste pas isolée et soit un des premiers jalons d'une réflexion collective qui nous permette de réagir dans l'urgence. Car là je crois que nous avons progressé, aussi bien élus, associations, police, justice, même si personne ne peut certifier que l'on pourra éviter les drames, mais en tout cas là on a je crois, je parle sous le contrôle des élus ici présents, on a beaucoup progressé, mais également de mettre en équation le traitement des causes en profondeur. Nous avons encore beaucoup à faire, certes, mais lorsque l'on met en commun, lorsque l'on fait réagir positivement la connaissance de plus en plus fine et la conscience citoyenne de chacun d'entre nous et bien je crois qu'on peut garder et même nourrir certains espoirs et cette journée y contribuera.

Merci beaucoup et très bons travaux.

**Pour des raisons techniques dues à la retranscription, les membres de l'équipe organisatrice ont fait le choix de ne pas publier les Questions/Réponses, qui faisaient suite aux différentes interventions.**

**Nous vous prions de bien vouloir nous en excuser.**

## **INTERVENTION DE MONSIEUR BERNARD GORET**

Rappel des faits qui nous ont conduits à ces rencontres :

La démarche du groupe est consécutive à un fait divers dramatique, l'homicide d'un jeune Evryen.

Suite à cet événement, le Conseil Général contacte la Directrice de la MDS (Maison Des Solidarités).

Il faut faire un point avec les services agissant sur le territoire.

« Mieux comprendre pour mieux agir » est la demande.

Améliorer les réponses, avoir une autre approche pour éviter qu'un tel drame ne se reproduise.

Dans le même temps, les maires d'Evry et de Courcouronnes lancent un appel commun appelant les parents et les acteurs publics à s'unir contre la violence.

Un groupe de travail se constitue avec les acteurs médico-sociaux éducatifs agissant sur les deux quartiers : le Canal pour Courcouronnes et les Pyramides pour Evry.

Ce groupe est constitué des assistantes sociales de la MDS, des éducateurs de rue de l'association OSER, des éducateurs de la PJJ, des responsables des services municipaux concernés des deux villes, des acteurs des dispositifs de réussite éducative, des partenaires associatifs et des psychologues agissant sur les deux quartiers.

La première étape sera de faire un point sur la situation, ce que l'on en comprend, ce qui se fait, puis réfléchir ensemble à ce qui peut être mis en place aujourd'hui.

Le premier constat est que les jeunes utilisent leurs codes. Nous n'avons plus les signes avant-coureurs d'événements à venir, de tensions qui montent sur le quartier. Ils utilisent les moyens de communication modernes (portable, internet...). Ils sont plus réactifs... Les déplacements ne se font plus en bande, ou rarement. Ce sont des rendez vous pris, sur un blog ou par SMS, qui provoquent ces rencontres.

Des bagarres peuvent exploser aussi pour un regard ou d'autres raisons futiles quand des jeunes se croisent dans la rue. Simplement être d'un autre quartier et croiser des jeunes ayant un passif avec cet autre territoire suffit...

Il y a aussi des individus qui « pètent les plombs » ayant des comportements beaucoup moins rationnels, ils nous surprennent par leur fragilité psychologique, inquiétant les intervenants sociaux, voir les mettant parfois en difficulté.

Ce sentiment d'insécurité imprègne le quotidien des travailleurs sociaux.

Ce travail de contact est en lien avec la vie réelle.

Sur les quartiers, c'est un besoin de reconnaissance que nous percevons.

Nous avons assisté, suite au décès du jeune homme, à la création d'associations de femmes. Ces femmes exprimaient le besoin de faire quelque chose pour leurs enfants, parlant de leur peur de les perdre dans une guerre fratricide de quartiers.

Ce qui est certain c'est que les parents et les habitants des quartiers concernés, engagés dans une association ou non, se sont mobilisés pour marquer leur désaccord face à de tels actes, exprimant un désir de sortir de cette violence.

A l'origine de cet homicide, c'est une histoire entre des jeunes de deux quartiers « Canal » à Courcouronnes et « Pyramides » à Evry, qui tourne mal et qui amène à cette fin tragique.

Cette violence impressionne dans ce qu'elle a eu de démesuré et d'irréversible.

Les acteurs ont-ils perçu la gravité de l'acte commis et de ses conséquences ?

C'est le côté « toute puissance », exacerbée par les « embrouilles » entre jeunes se connaissant, ayant grandi ensemble, issus de mêmes familles pour certains, qui rend imprévisible ces événements aux conséquences dramatiques. Ils sont dans un jeu de surenchère qui ne fait que se nourrir d'anecdotes diverses et suffisantes pour amplifier le mouvement.

Est-ce un enjeu de pouvoir venu d'ailleurs, repris par les jeunes, qui alimente les raisons de leur discord et prenant un sens pour eux dans la confrontation ?

Ce drame s'est déroulé dans un lieu particulier, éloigné des habitations, sur un pont, reliant les deux villes ; tard dans la nuit...

Ceci nous questionne aussi ; la liberté d'agir de ces adolescents, mineurs pour certains, pouvant aller et venir sans contrainte.

Les règles et les limites n'existent pas si ce n'est celles du groupe... !

La question reste entière sur les valeurs à transmettre à ces jeunes : l'éducation, le goût de l'effort, la valeur de l'exemple, des normes familiales. Ils rejettent souvent l'autorité car celle-ci est perçue comme fuyante, ne leur proposant que des paroles contraignantes, leur imposant une rigueur qu'ils refusent.

Un travail est à faire auprès de ces parents et de ces enfants. La situation précaire de certains n'est pas une fatalité, encore moins une excuse. Les jeunes ont une place à prendre dans cette société. Il leur faut pour cela faire des choix et nous avons là un rôle à jouer. Leurs parents ont besoin d'être soutenus face à cette jeunesse qui prend ce qu'elle peut rapidement sans penser au lendemain. Peut-être ne veulent-ils pas y penser de peur de ne plus croire en l'avenir ?

Il nous faut réfléchir pour agir, réfléchir pour être aidant et il nous faut comprendre. Nous devons mettre des mots sur ce qui se passe pour avancer en confiance avec eux, même si l'avenir est incertain.

Cette rencontre de professionnels de l'action sociale échangeant avec d'autres s'ouvrant sur des horizons de compréhension différents ne peut que nous aider à mieux appréhender un public jeune qui nous surprend dans sa vitalité et ce besoin de vivre.

Echanger, mieux se connaître, accepter l'évolution de ce monde qui nous bouscule mais pour lequel nous devons maintenir les valeurs qui portent notre société dans la liberté, la mixité, l'égalité, la solidarité et la fraternité.

## **INTERVENTION DE MONSIEUR JACQUES LONGUE**

1<sup>er</sup> mai 2006, déjà trois ans bientôt.

La presse fait sa une d'un énième grave incident de banlieue sur le territoire d'Evry. On peut y lire : « Esper TOURE, 15 ans, est mort. Pour rien. Une mort absurde dans une embrouille de cité à Evry . Pis encore. Un décès qui pourrait appeler d'autres violences, car déjà ses copains des Pyramides crient vengeance... ». Et le journaliste de conclure ainsi : « En novembre 2000, l'un des épisodes les plus sanglants des rivalités entre bandes avait déjà coûté la vie au jeune Romuald, abattu à 14 ans d'une décharge de chevrotine. Dans le quartier du Canal à Courcouronnes ».

Violence des cités, violence des banlieues dont l'histoire, sur la longue durée, nous rappelle qu'elles furent toujours, peu ou prou, des lieux de marginalité par rapport à la grande ville référente. On pourrait ici rappeler la douloureuse histoire de ces territoires extra-urbains, depuis leur naissance aux limites des murailles des villes médiévales qui s'en protégeaient. Et ce long parcours historique, jusqu'à nos jours, serait bien à même de nous fournir déjà quelques clés pour comprendre ce qui aujourd'hui assimile dangereusement banlieue et insécurité.

Mais je me contenterai, dans ce propos introductif à ce colloque, de rester d'une part sur notre territoire, et d'autre part dans une chronologie très contemporaine pour fournir quelques éléments susceptibles de nourrir les débats de la journée.

Début des années 1960 : la région parisienne, confrontée à l'arrivée des populations provinciales mais surtout du gigantesque flot du baby-boom, ne parvient plus à endiguer ses habitants. En 1961, le Général de Gaulle en appelle à Paul Delouvrier pour « mettre de l'ordre dans ce merdier ». Les nouveaux départements émergent en 1964. Tranquille petite bourgade sur les bords de la Seine, Evry se voit propulsée au rang de Préfecture ! L'année suivante, le Schéma Directeur d'Aménagement Urbain de la Région Parisienne crée 5 villes nouvelles

destinées à désengorger Paris de son trop plein d'habitants et à éviter une croissance anarchique de la région parisienne en tache d'huile. Evry fait également partie du lot. Cette logique de villes nouvelles partait, on le sait, de la volonté d'aboutir à un équilibre habitat/emploi, susceptible d'enrayer les déplacements quotidiens pendulaires et de tuer le cycle infernal du « métro-boulot-dodo ». Elles avaient enfin pour vocation de cibler prioritairement une population de classes moyennes.

A Evry, dans l'utopie de la création, les concepteurs structurent deux centres artificiels : un centre administratif, dénué de toute animation, et un centre commercial et de loisirs, vitrine de la société de consommation. Et c'est alors que va se mettre en place, pour loger les nouveaux habitants, la logique des quartiers. Chaque quartier d'habitat doit pouvoir disposer de quoi subvenir aux besoins de sa population en terme de commerce, voire d'animations, avec ses maisons de quartier. Emergent ainsi de terre le Parc aux Lièvres dès 1971, avec son urbanisme de dalle, destiné principalement aux fonctionnaires de la Préfecture et du Conseil Général, le Champtier du Coq, en 1972, avec son cheminement piétonnier intérieur ; les Pyramides, en 1975, résultat d'un exceptionnel concours d'architecture, puis le Canal à partir de 1980, sur la commune de Courcouronnes. Rien d'inquiétant pour l'heure. Néanmoins, avec cette logique de quartiers, et donc cette logique identitaire, nous voici déjà aux racines, sans le vouloir, d'un premier type de ghettoïsation.

Pourtant, la volonté des concepteurs sur le plan social va totalement à l'encontre d'une ségrégation géographique. On veut bien au contraire privilégier la mixité sociale la plus complète, mais, précisons le, au départ une mixité avec souhait d'hétérogénéité sociale certes, mais non encore ethnique. Le meilleur exemple nous en est fourni dès l'origine par le Champtier du Coq, avec ses 580 logements sociaux qui jouxtent 470 structures en accession à la propriété, une résidence de personnes âgées et un foyer de jeunes travailleurs.

Or il s'avère qu'avec le temps, cette mixité sociale se révèle très vite un mythe. Jacques Guyard, auquel j'emprunterai quelques citations au cours de cet exposé, s'en fait l'écho dans son ouvrage consacré à « Evry, la 3<sup>ème</sup> banlieue ».

« La mixité sociale est une revendication de l'élite éclairée, dont la majorité de notre peuple ne veut pas, qui est portée par les élus des villes en difficulté en direction des élus de villes où l'on se trouve bien et où personne n'a envie de changer, sauf les vrais humanistes et ceux qui voient, au loin, les catastrophes arriver. »

Et puis brutalement les choses vont changer : d'abord avec un contexte économique qui devient défavorable. Finies les Trente Glorieuses. Les chocs pétroliers de 1973 et 1979 ouvrent la porte à une longue et douloureuse période de crise qui bouleverse les données initiales : en matière de démographie (on est loin alors de pouvoir atteindre l'idéal des 300 à 400 000 habitants par ville nouvelle) ; en matière sociale bien sûr en raison de la paupérisation qui va désormais atteindre une grande partie de la population, dans un contexte de chômage explosif. S'y ajoutent bien vite, en parallèle, et dans la foulée des Trente Glorieuses, l'arrivée de populations d'origine étrangère en quête d'emplois, alors que le chômage commence à sévir et que les perspectives de travail sont limitées (au début des années 80, on dépasse les 3 millions de chômeurs). Et c'est bien sûr la 2<sup>ème</sup> grande vague d'immigration qui va en pâtir. Avec l'échec patent de l'intégration des 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> générations, ce que souligne de nouveau ici Jacques GUYARD :

« Le vrai échec, qui transforme les quartiers difficiles en ghettos, est celui des deuxième et troisième générations de l'immigration. Et celui-là nous est entièrement imputable, parce que nous n'avons pas fixé clairement les règles de l'intégration au départ (monogamie, laïcité de l'Etat et de l'école, etc.) ni assumé les conséquences du regroupement familial et de l'accès à la nationalité française par la suite (égalité réelle dans l'accès à l'éducation et à l'emploi). »

L'immigration provenant pour l'essentiel d'anciennes possessions africaines, on va peu à peu assister, à l'intérieur des quartiers à des enjeux de pouvoir de type africain qui vont se transférer sur le territoire des banlieues françaises. Disiez la Peste, avec son « Poisson rouge », en fournit la preuve cinglante.

Et les choses vont d'autant plus s'envenimer dans les quartiers que la population des origines (les fameux « pionniers ») va progressivement souscrire au schéma caractéristique des premiers habitants des villes nouvelles : on a commencé (en tant que jeune couple, à vivre en H.L.M.) ; on accède ensuite à une modeste copropriété dans un immeuble (les revenus se sont améliorés, la famille s'est agrandie...) et l'on passe pour finir au « rêve pavillonnaire ». Or, il y a peu d'habitat individuel sur Evry, en dehors de certains quartiers du Village qui vont se trouver vite lotis (Grand-Bourg, Bras-de-Fer, Tourelles), sans oublier une partie des Aunettes. On quitte alors souvent Evry pour Lisses, Bondoufle, voire Soisy-sur Seine... La mixité s'effondre et la paupérisation s'accélère, les Pyramides en fournissant le plus criant exemple !

Et lorsque la crise est censée s'atténuer, par exemple à la fin des années 90, le phénomène de ghettoïsation, au lieu de diminuer, s'amplifie, car ceux qui arrivent à s'en sortir quittent rapidement les quartiers difficiles. Et la dégradation s'accroît, tout particulièrement sur les lieux emblématiques que sont les entrées d'immeubles et les parkings souterrains. Suivons encore Jacques GUYARD sur ce terrain :

« La crise se focalise sur deux lieux emblématiques, certaines entrées d'immeubles où des groupes de jeunes choisissent de se retrouver, et les parkings en nappe incontrôlables des Pyramides. Dans les deux cas, l'utilisation devient impossible. Le citoyen qui proteste est injurié et risque de voir sa voiture brûlée. La mode des voitures brûlées est dramatique pour ceux dont la voiture est l'instrument de travail. Elle devient criminelle quand plusieurs voitures brûlent ensemble sous un immeuble, provoquant coupures d'électricité et de téléphone, rupture des canalisations d'eau, risque de déstabiliser toute la structure du bâtiment, sans parler de la fumée noire et grasse qui envahit l'immeuble. Au deuxième incendie, les compagnies d'assurance refusent d'assurer, ou exigent des primes exorbitantes que des copropriétés ne peuvent assumer. Beaucoup de propriétaires ont préféré déménager et louer, faute de pouvoir vendre. »

Mais le paradoxe est tel que quoique devenu répulsif et à connotation négative, le quartier demeure, pour ceux qui sont contraints d'y rester, un territoire que l'on s'attache à défendre de façon radicale et l'on devient dès lors de plus en plus « de son quartier » et de moins en moins de sa ville ! Pour Jacques GUYARD, « le quartier transcende alors les solidarités ethniques ou culturelles affaiblies ».

Et tout cela dans un environnement général difficile : au Nord d'Evry, Grigny et le quartier de la Grande Borne qu'Emile Aillaud avait souhaité paradisiaque ; au Sud, Corbeil, et le quartier des Tarterêts. Avec pour ces différentes entités un point de rencontre privilégié : le Centre Commercial qui n'avait cessé (jusqu'à sa réhabilitation en 2002-2003) de se dégrader physiquement pour devenir assez vite, autour de l'Agora et des ex-cinéma Gaumont, un territoire d'affrontements presque quotidiens (on se souvient, en 1998, du meurtre de Synan, jeune kurde du quartier des Tarterêts, qui, suite à une affaire de racket, vit son sort expédié devant le théâtre par une bande de jeunes des Pyramides). La désertification du centre ne se fit pas longtemps attendre, avant les travaux qui suivirent en matière de réhabilitation et de sécurisation.

Et c'est bien aussi l'histoire de la ville nouvelle qui porte sa part de responsabilités si l'on fait allusion au nombre considérable de bailleurs qui avaient investi sur la ville (plus de 30 à une certaine période, sans compter une centaine de copropriétés). Gestion difficile, impossibilité souvent d'envisager les travaux d'entretien basiques, voire les réhabilitations lourdes destinées

tout simplement à changer la vie. A ce jour, les politiques municipales volontaristes d'Evry et de Courcouronnes sont confrontées avec courage au regroupement des bailleurs, à la réhabilitation des zones sinistrées, voire à la destruction d'immeubles considérée comme symbolique, enfin à la mise en place d'une politique plus centralisée et moins éclatée d'attribution de logements. Le travail, colossal, commence à porter ses fruits.

Mais pour l'heure, la stigmatisation de nombreux quartiers évryens, fruit de l'histoire, demeure une dure réalité.

C'est le cas pour le Parc aux Lièvres avec le problème majeur de cette dalle voulue par l'histoire et qui génère au quotidien une réelle insécurité, génératrice de la fuite des commerces ; c'est le cas du Champrier du Coq dont la conception a généralisé un grave enfermement du quartier sur lui-même, propice à toutes les dérives et à toutes les tensions ; c'est bien sûr, nous l'avons déjà dit, le cas des Pyramides qui cumulent les deux handicaps précédents : la structure sur dalle mais aussi l'absence de respiration sur l'extérieur ; c'est le cas du Canal qui n'a jamais su se positionner sur un territoire en rupture avec Courcouronnes Centre, à tel point qu'il se définit davantage comme une excroissance de la ville d'Evry que comme une partie du territoire courcouronnais. Dans une moindre mesure, c'est aussi le cas du quartier des Epinettes avec la conception un peu étouffante de la place de la Commune. Quant au Bois Sauvage, né en 1983, et qui se voulait à l'origine une zone d'articulation autour du stade de rugby et du lycée des Loges, il fut non seulement victime d'une architecture malheureuse (et pourtant, n'est-ce pas la célèbre équipe Andrault-Parat qui est à l'origine de la place Camille Guérin), mais on sait qu'il fut un temps l'exutoire des habitants exclus du quartier des Pyramides.

Nous n'en finirions pas d'énumérer les handicaps liés à l'histoire qu'il faut aujourd'hui rattraper.

J'en mentionnerai encore deux pour terminer.

D'abord les axes de circulation, qui contribuent souvent à couper certains quartiers d'autres réalités urbaines : c'est le cas du Canal avec cette saignée dramatique qu'a de tout temps constituée l'Autoroute A6 ; mais c'est aussi le cas du Bois Sauvage, avec cette voie qui relie la Nationale 7 à l'Autoroute, et engendre, à travers l'isolement, repliement et insécurité.

On pourrait également parler des enjeux territoriaux que constituent les établissements scolaires, et tout particulièrement les collèges, « maillon faible de notre système éducatif », et où les rivalités de quartiers s'exacerbent. C'est spécifiquement le cas, et c'est là aussi un héritage historique, des affrontements aux abords des collèges « Le Village » et « Montesquieu » où l'on vient régler des comptes de quartier avec un arsenal de combat et un public assuré et souvent consentant. La carte scolaire est souvent aussi à l'origine d'aberrations aux conséquences redoutables : les lycéens rissois ne doivent-ils pas traverser tout Evry pour se rendre à leur lycée d'affectation, Georges Brassens, sur le territoire de Courcouronnes, alors que le Lycée des Loges serait beaucoup plus proche... Sur les trajets, les risques d'affrontements se multiplient...

Ainsi, si la violence au sein de nos banlieues n'épargne guère, des Minguettes à Chanteloup-les-Vignes, l'ensemble du territoire français, il me semblait bon, pour l'agglomération d'Evry de rappeler historiquement d'emblée la genèse du phénomène, certes, intrinsèquement lié à la densité de l'habitat, mais aussi à une crise plus globale de nos valeurs et de notre société pour laquelle, comme nous y invite le titre de notre colloque, il convient d'abord de mieux comprendre pour pouvoir ensuite mieux agir.

Mesdames, Messieurs, je vous remercie de votre attention.



## **INTERVENTION DE MONSIEUR DOMINIQUE BERTHELOOT**

### **Inspecteur d'Académie, Directeur du Centre Académique D'Aide aux Ecoles et Etablissements**

Je veux commencer par saluer l'auditoire et remercier les organisateurs de cette journée. Mon travail en tant que Directeur du Centre Académique d'Aide aux Ecoles et Etablissements est d'être auprès des établissements et des personnels des élèves qui sont scolarisés, en tentant de trouver dans l'environnement et dans les établissements les ressources partenariales pour agir.

Une journée comme celle-ci me va droit à l'esprit et au cœur parce que c'est un élément fort pour l'action.

Je salue Monsieur WASSENBERG, Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale de l'Essonne, ainsi que toutes les équipes qui sont à l'action dans les établissements, les enseignants, les personnels qui encadrent les élèves et les chefs d'établissements, pour leur combat quotidien.

Je veux vous parler aujourd'hui d'une entrée particulière, dans cette problématique de lutte contre la violence, qui est celle, qui est liée à la question de la rescolarisation d'élèves exclus par conseil de discipline. Mon travail au quotidien consiste d'abord à aider les Etablissements, ensuite à former des personnels pour faire face à ces questions de violence, à développer les partenariats et à développer l'action recherche dans le domaine de la prévention des violences. Je m'appuie pour se faire, sur une équipe de quinze personnes, enseignants psychologues, universitaires, qui tous, ont une connaissance approfondie de l'ensemble des problématiques sur lesquelles nous parlons. Celle-ci est une illustration des questions auxquelles nous sommes confrontés quotidiennement.

Pour développer cet exposé, je vais m'appuyer donc sur leur expérience et sur le témoignage d'élèves et d'enseignants qui ont eu à connaître ces difficultés ou qui les connaissent aujourd'hui. Il y a derrière moi quelques diapositives qui vont défiler, alors mon propos ne tiendra pas je l'espère du karaoké, je n'essayerai pas de lire et vous non plus, quand c'est écrit trop petit, je commenterai.

Voilà. Donc de nombreux incidents sont liés à l'affectation d'élèves exclus par conseil de discipline dans un nouvel Etablissement. Ces incidents voient s'opposer les nouveaux arrivants et les élèves de l'établissement d'accueil, mais ils voient aussi s'opposer les élèves du quartier d'où vient l'élève, nouvel arrivant et puis l'environnement de l'établissement.

Ces incidents peuvent appartenir au registre de la violence, mais aussi de la mise à l'écart, du harcèlement, entraînant la pire des blessures de l'absentéisme et du décrochage scolaire. Hors, ce que nous voulons tous éviter particulièrement, c'est la rupture avec le monde scolaire, c'est la rupture avec cette chance de progresser dans la vie et dans l'univers social.

Dans certains secteurs me dit on, je le constate, sur les quatre départements de l'académie, l'Académie de Versailles est la plus grande de France, il y a plus 1 million d'élèves qui sont scolarisés, en Essonne, Val d'Oise, Yvelines, Hauts de Seine, les quartiers sur lesquels nous travaillons sont à Mantes La Jolie, Gennevilliers, La Grande Borne, les Tarterêts et j'en passe. Ils produisent à peu près 50 % des actes de violence que nous répertorions, et 50 % des violences ont lieu partout ailleurs. Dans certains secteurs me dit-on donc, les procédures de réaffectations viennent buter contre les réalités de quartier (« interdictions de séjour » par exemple), qui rendent impossible les flux d'élèves entre certaines communes, voire même entre les quartiers d'une commune. Dans cette perspective c'est ce dont on parle aujourd'hui : certaines villes ne sont pas considérées pour elles-mêmes mais comme une juxtaposition de quartiers. Ce qui est frappant c'est que ce n'est pas seulement la question scolaire qui est

attaquée au travers de ces violences, c'est la vie tout court. Les jeunes qui sont scolarisés ici ou là sont confrontés à des difficultés, dont je vais donner quelques illustrations.

Par exemple, l'accès aux équipements sportifs ne dépend ni du goût ni du désir de ces jeunes, mais du droit qu'on veut bien leur accorder de circuler dans le quartier. L'accès au transport, au RER, ne peut pas être emprunté en solitaire. Les jeunes qui veulent sortir doivent circuler en groupe. De nombreux incidents dans des établissements ou à leurs abords et sur le trajet scolaire rendent compte de la gravité de la circulation. Les abords des établissements sont des espaces où les groupes violents peuvent mettre en scène leur influence et leur capacité d'action.

On a ici quelques lignes qui rendent compte des incidents qui nous sont signalés par les Directeurs des Services Départementaux.

Trois brèves : violences, bagarres entre des jeunes extérieurs et un élève du collège. Il s'agirait d'un règlement de compte entre quartier, cette intervention a déclenché une bagarre qui s'est terminée lors de l'arrivée de la Police Nationale. Cette situation qui semble s'installer aux sorties de fin de journées devient très préoccupante et, on nous dit qu'il s'agit d'affrontement entre jeunes de quartier différents.

Un ancien élève né en février 1990, exclu par conseil de discipline en 2003, attendait à la sortie un élève de 4<sup>ème</sup> afin de régler un différent. L'élève attendu a alerté une bande de jeunes qui sont arrivés devant le collège armés de couteaux, marteaux, barres de fer et d'une pince monseigneur. Le chef d'établissement a fait rentrer l'ancien élève, etc. C'est tout, sauf des enfantillages et la problématique rejoint l'une des définitions que donne Jacques PAIN de la violence. « la violence c'est aussi ce qui empêche l'école de se faire ». Parce que dans ces conditions, un certain nombre de jeunes ne veulent plus venir.

35 % des incidents violents signalés par les chefs d'établissement ont lieu à l'extérieur, aux abords des établissements, mais si ces violences ont de très nombreuses origines, rackets, oppositions entre deux ou plusieurs jeunes, rivalités amoureuses, jeux violents. On retrouve, dans certains cas, des problématiques de bandes et d'affrontements entre quartiers. Dans mon exposé je ne confondrai pas bandes et quartiers. Je mettrai du côté de la bande tout ce qui appartient à une organisation plus ou moins structurée, avec des codes, avec des rituels d'accès, avec une hiérarchie. Pour ce qui est du quartier il y a également des codes, mais ils sont avant tout définis par une appartenance. L'appartenance au lieu géographique.

Cependant, c'est encore un peu plus compliqué puisque les deux ne se confondent pas toujours. Tout à l'heure, j'entendais citer Lamancé Matzou, ancien chef de bande dans l'Essonne qui disait : « Dans les années 80, les bandes de l'Essonne voyageaient au sein de l'Île de France, s'affrontaient à Paris. Les membres venaient de différents quartiers et pas tous des mêmes villes. »

Autour de ces problématiques on est confronté certainement à des déterminants sociologiques, qui eux mêmes surdéterminent les appartenances, qui sont à leur tour impactées par les questions d'actes crapuleux, de banditismes, de lucre, de volonté de s'enrichir. N'oublions pas que derrière ces bandes il y a aussi des organisations de type commercial et qu'il n'y a pas là de règles à opposer à la violence. C'est la loi du plus fort qui va déterminer le type d'action qu'on mènera.

Il reste donc que certains secteurs sont particulièrement opposés, un marquage des lieux est effectué signant la présence des bandes et leurs zones d'influences. Les blogs accumulent des images qui rendent compte d'une culture de groupe. Cette médiatisation peut être expliquée par différents phénomènes : d'abord, se faire connaître, ensuite faire peur, peut être aussi se rassurer en étant fort, enfin mettre à distance et c'est peut être quelque chose comme une

borne qui viendrai signaler quand en entrant ici, on entre sur le territoire dans lequel certains non seulement peuvent avoir des conduites agressives, mais également entendent se défendre.

Ce que vous voyez là, c'est une simple image qui est prise au hasard d'une promenade sur internet. C'est la signature de quelqu'un qui revendique que les pires violences ont lieu dans une série de villes qui sont ici déclinées au bas de l'écran et qui appartiennent d'ailleurs à l'Essonne. Mais on trouve la même chose dans tous les départements dans laquelle on revendique « tous les autres sont des Thomy donc des mythomanes, la véritable violence c'est nous qui la produisons. » Je ne pense pas qu'il y ait une adhésion féroce à l'idée que la violence se développe, mais plus certainement qu'il y a un certain nombre de facteurs concourants qui souhaitent mettre à distance la violence en question, soit pour effrayer, soit pour rassurer.

La deuxième image de même nature, met en évidence les violences qui ont lieu autour des établissements scolaires. Dans ma pratique, je ne vois pas, j'espère que ça durera, d'affrontements avec des armes à feu autour et dans les établissements. En tout cas, on travaille à ça évidemment. C'est quelque chose qui est extrêmement peu répandu dans notre pays, heureusement ; ce qui n'est pas tout à fait le cas dans d'autres pays outre atlantique. Mais néanmoins l'image qui est ici, est destinée à effrayer. La compilation des faits qui est sur le blog est une compilation de brèves de journaux, d'articles de journaux, de faits divers où l'on veut mettre en évidence le fait que, dans la proximité de tel ou tel établissement on règle des comptes. Là encore il ne s'agit pas tout à fait d'enfantillage et le fait que l'on puisse se revendiquer d'une force plus grande, et qu'on le mette en scène ainsi a une influence sur les élèves qui pourraient être rescolarisés dans ces établissements, au motif que cela crée une grande peur chez eux.

Néanmoins, je pense qu'il faudrait éviter de trop se focaliser sur ces indicateurs (bandes de jeunes, violences de quartier) comme étant des repoussoirs par rapport à la scolarisation dans des établissements lointains, par rapport au lieu d'origine ou différents des lieux d'habitation du jeune.

Différents aspects viennent nourrir ces catégories et viennent renforcer la difficulté de cette scolarisation. Ils sont différents de ce que je viens de dire maintenant et ils nous donnent quelques indications par rapport à la prévention des violences.

D'abord l'anonymat constitue un risque objectif d'être mis en difficultés. En effet, dans notre expérience, les nouveaux arrivants y compris les personnels, le chef d'établissement, les professeurs peuvent être mis en difficulté. On a un certain calendrier qui est lié à cela, on sait que jusqu'à la Toussaint pour les nouveaux arrivants, ça peut être difficile, et on tente précisément de faire en sorte que ces premiers jours, ces premières semaines, ces premiers mois dans l'établissement ne soient pas si difficiles. On travaille à cela en veillant à faire en sorte que chacun dans l'établissement apprenne à se connaître. Mais cette question de l'anonymat que je cite ici, elle est vraie dans la ville, elle est vraie dans le quartier et le fait d'apprendre à se connaître et aussi un des moyens de prévention qu'on peut imaginer.

L'isolement est un facteur de risque. L'élève rescolarisé est coupé de ses soutiens et de ses éventuels secteurs d'influences. A diverses reprises, ces soutiens d'ailleurs interviennent pour tenter des mesures de rétorsion à l'encontre des jeunes du collège d'accueil ayant maltraité le nouvel arrivant.

Le nouvel arrivant représente une source nouvelle de lucre, avec lui il apporte objets et sources de profits. C'est une ouverture du marché, et nous avons par rapport aux mesures de prévention à nous alarmer par rapport aux objets que les élèves apportent et qui ont une certaine valeur marchande ainsi qu'une valeur d'appartenance. Ce ne sont des objets neutres.

Enfin la réaffectation ou l'affectation se fait parfois à distance en dehors d'ailleurs même des problèmes de conseils de discipline, c'est la situation des élèves qui sont demandeurs d'une option lointaine ou qui travaillent sur telle ou telle spécialité en lycée professionnel. Vous avez derrière moi un diagramme que je vais commenter très rapidement, qui est issue des travaux que nous menons dans le cadre des diagnostics de sécurité.

Dans le cadre de ces diagnostics de sécurité, nous avons demandé aux élèves, aux personnels de l'établissement, aux enseignants, quels étaient les facteurs de risque par rapport à la question de la violence.

Ils nous ont répondu que le premier risque était effectivement d'être isolé, que l'un des risques majeurs était d'être d'un autre quartier, ce qui est assez convergeant. Ensuite, un des risques importants c'est d'être nouveau, et plus généralement tout ce qui fait qu'on est affiché, qu'on est différent, cela aussi c'est une indication forte pour travailler sur la prévention. En effet, si venir d'un autre quartier est considéré comme dangereux c'est essentiellement la question de la différence qui est marquée et, cette sensibilité se renforce de certains aspects, être bon élève, montrer des goûts différents, bref, s'affirmer tout semble concourir au nivellement des différences. Ceci construit des appartenances par conformité ou l'adhésion de l'élève au comportement dominant dans le groupe : vêtue, signes distinctifs, langage attitude face au travail scolaire sont des éléments de socialisation, d'intégration et également pour lui un facteur de sécurité être protégé par le groupe, être protégé du groupe de cette appartenance mimétique découle également une conformité à des comportements déviants, selon les orientations prises par le collectif et ses leaders de victimes potentielle. Le jeune devient une source potentielle de violence. C'est dans ces contextes que se construisent et s'accompagne les rescolarisations.

Alors la deuxième partie de mon exposé, va concerner la prévention des violences et je crois que j'en parle un peu différemment aujourd'hui, je parle de prévention, de gestion et de traitement des violences. Prévenir les violences ça s'appuie sur un dispositif général qui est axé sur des stratégies. Je veux revenir un petit peu sur la différence qui existerait entre le fait de dérouler un plan constant de prévention des violences et le fait d'avoir dans chaque établissement et autour de chaque environnement des axes stratégiques pour prévenir les violences. En fait il me semble que cette question relève de la résolution partagée de problèmes. Pour résoudre ses problèmes de façon partagée, je pense pouvoir m'appuyer sur deux principes :

- Le premier principe est à la fois la mission qui nous est assignée par la société civile. Une ambition et un idéal auquel nous devons concourir. L'école prévient les violences en offrant à chacun les chances égales et une intégration réussie. Derrière ce propos il y a la place de l'orientation réussie, il y a la place du suivi individualisé des élèves, il y a la place des groupes d'aide à l'insertion lorsqu'un élève est en risque de rupture, il y a la place des dispositifs relais, il y a un engagement profond de milliers de personnels dans notre académie, au service des élèves sur la catégorie des individualisations de suivi de parcours. L'autorité de l'institution à travers l'acte pédagogique et éducatif et dans l'affirmation des obligations réglementaires, forment un cadre protecteur, auquel contribue les personnels et je crois qu'on insistera pas assez sur la place à réclamer pour l'institution, en relation avec les autres institutions sur un territoire, les associations et les parents d'élèves, pour faire face en affirmant que le pouvoir de dire oui et non est structurant et ainsi de poser le cadre, en respectant le sens de ce que nous devons mettre en place.

- Le deuxième principe est l'appui sur un partenariat actif avec les collectivités territoriales les forces de police et de gendarmerie, la justice ou mettre à disposition des écoles et des établissements des recours de proximité.

On constate une très grande stabilité du nombre d'incidents et je pourrais commenter ce tableau sans pratiquement le regarder. Depuis une quinzaine d'années nous rassemblons différentes sources d'informations pour structurer l'information de nature statistique sur la violence. La structure de la violence reste sensiblement la même dans le second degré. Les victimes de violences sont essentiellement des élèves et les producteurs de violence sont des élèves. Les lieux de la violence sont essentiellement les classes, les lieux de circulation, les toilettes et je l'ai dit pour 35 % d'entre eux les abords. Je pourrais continuer comme cela longuement pour parler de la grande stabilité du nombre d'incidents violents et donc de la possibilité que nous avons d'agir dans des endroits qui semblent se dégrader.

J'ai eu à intervenir dans de très nombreux établissements, environ 70 par an, depuis la création du centre académique en 2001, et je suis frappé du changement qui est susceptible d'intervenir dans certains d'entre eux. J'ai observé de grandes difficultés qui me faisaient perdre l'espoir dans le caractère Républicain de tel ou tel lieu et j'ai vu des changements majeurs s'accomplir sous l'impulsion d'un chef d'établissement, avec les équipes d'établissement et je ne le dirais jamais assez avec le cadre protecteur et de soutien de l'environnement, l'appui des parents d'élèves. Comment peut-on expliquer que dans un lieu on soit capable dans le même mouvement de stigmatiser l'absence de responsabilité des parents en disant qu'il ne sont pas responsables, qu'ils ne sont pas présents, qui sont dans le délaissement et de voir dans des soirées organisées par les chefs d'établissement des centaines de personnes venir défendre leur établissement en disant « ce que vous faites c'est bien on veut parler à nos élèves, à nos enfants, on veut vous soutenir, on veut être avec vous la dessus » ? Aidez-nous et on s'aidera ensemble.

Si j'appuie un petit peu sur cette touche là, c'est pour tenter de partager avec vous l'idée que rien n'est perdu, dans cette bataille là, depuis le moment où j'ai commencé à travailler sur les questions de violence, j'ai vu qu'à chaque fois qu'on s'y mettait de façon résolue, convergente, continue, cohérente, on parvenait à renverser les choses.

Ca n'est jamais gagné, et ça n'est jamais définitif, mais on y parvient. Donc cette question de la professionnalisation, de la prévention des violences en milieu scolaire, elle peut se travailler par des messages. Je vous ai apporté ici une image qui est issue de ce que diffuse la police d'Ottawa. Alors cette image venue d'outre atlantique et cette image venue de la police, en fait on peut la développer dans notre pays en invitant chacun d'entre nous à avoir une attitude particulière par rapport à la violence. Ce texte qui s'adresse aux parents des élèves et qui incite ces parents à observer les changements dans le comportement des élèves, à observer ce qu'ils ont dans les poches, ce qu'ils portent sur eux, à voir quelles amitiés ils entretiennent, quels sont les changements dans leurs fréquentations, à les inciter à être présents, en les qualifiant pour être présents, simplement sur la question de savoir combien de temps un élève passe pour faire ses devoirs, ça on a pas besoin de savoir lire pour savoir quel est le temps passé pour faire ses devoirs, à s'interroger avec l'élève sur la journée qu'il a passé, à entendre, à avoir relation, à être au contact avec cet élève, avec cet enfant, le sien, ce que dit donc la police d'Ottawa, il me semble que les organisations dans notre pays peuvent le faire également. Et pas simplement en direction des familles, en direction de chacun des acteurs. C'est-à-dire qu'on montre aussi à l'élève qu'au-delà de ses appartenances générales, qu'au-delà du quartier dont il vient, qu'au-delà de ses origines on s'intéresse à lui, pour lui-même, et que c'est quelqu'un qui compte. En tout cas pour l'Education Nationale, nous devons bien dire que c'est quelqu'un qui compte, d'une part nous avons la mission de l'accueillir et de le faire réussir et d'autre part c'est lui qui nous fonde.

Alors comment est-ce que l'on accueille les jeunes dans notre école, lorsqu'ils ont été exclus par un conseil de discipline. Il y a des dispositifs d'accompagnement qui sont mis en place

dans chaque Inspection Académique, ces dispositifs sont pilotés par l'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux et les parents d'élèves de moins de 16 ans qui sont exclus pour la deuxième fois, sont convoqués à l'inspection Académique. Il y a un entretien dans lequel on va essayer de faire le tour de l'environnement général de l'élève, des soutiens auxquels il peut prétendre, et on va essayer de mettre en face de l'élève un certain nombre de repères sur lesquels il pourra s'appuyer dans son parcours scolaire. Ça passe par la rencontre avec le conseiller d'orientation psychologue, certainement, ça passe par un programme personnalisé de travail qui lui serait destiné, en tout cas, quelqu'un qui serait de référence et à qui il pourrait s'adresser. Ça passe également par la certitude que l'on donne aux parents qu'à partir de cette rescolarisation et du contact qui est pris ils ont accès aux personnes de l'Education Nationale pour faire part de leurs propres inquiétudes à propos de leur enfant.

Le point est fait par le service social des établissements, il est fait sur la situation sociale de la famille, et aussi sur les aides qui peuvent être apportées ou qui ont pu être apportées. Les préconisations sont émises au cours de cet entretien, et pour aller un peu vite, je dois dire que nous avons différents systèmes qui sont convergents, cet entretien est également de même nature pour les élèves qui sont à un stade élevé par rapport à l'absentéisme.

Si je peux dire cela aujourd'hui, sur les organisations qui sont mises en place par l'Education Nationale au plus haut niveau, c'est que j'ai pu constater, participer et contribuer aux cours de ces années à la structuration, à la professionnalisation de l'approche de ces questions.

Dans certains bassins d'éducation, les chefs d'établissement eux-mêmes, se réunissent pour travailler sur la question de la rescolarisation. Dans des comités, ils travaillent pour savoir qui est l'élève qui sera accueilli, quel est son profil, quelle est la raison pour laquelle, il a été exclu, et comment on peut expliquer le moment du paroxysme qui, généralement, a obligé le conseil de discipline à prononcer l'exclusion.

J'en aurai terminé dans cet exposé, en essayant de citer quelques une des directions que nous pourrions prendre ensemble pour travailler sur la question de la prévention. Favoriser l'émergence et l'expression d'une conscience individuelle par rapport aux différents manquements, c'est-à-dire, savoir dire non, cela ne me plaît pas, cela ne me va pas, et je m'y refuse. Faire porter le même message, par l'ensemble des intervenants auprès de l'élève pour lui montrer qu'il a le choix, et que l'on n'est jamais obligé.

Travailler sur le développement, à l'intérieur des établissements du contrôle social informel. Je suis frappé par le fait que disparaît ou peut disparaître dans notre pays, la capacité du citoyen à intervenir pour dire « cela ne me plaît pas, cela ne me plaît pas de vous voir mettre les pieds sur les banquettes, cela ne me plaît pas de me faire insulter, cela ne me plaît pas de vous voir bousculer cette personne. » Il y a des risques à ne pas intervenir, il y a un risque social majeur, il y a un risque à ne pas aller vers les jeunes, pour parler avec eux de ce qui se passe, et il y a un risque à ne pas dire sa désapprobation lorsqu'on n'est pas d'accord avec quelque chose. Cela s'appelle la mobilisation sociale, alors le contrôle social informel c'est le fait que chacun dans un établissement, se sente concerné par ce qu'il se passe et puis agisse sur les menus détails qui font l'appartenance à une communauté scolaire.

Je ne parle pas simplement du port du bonnet, ou du fait qu'on mette des écouteurs dans les oreilles dans les couloirs d'un établissement. Mais là où tous agissent, je peux vous dire que ça change singulièrement le climat de l'établissement.

Lutter contre l'appropriation négative des lieux, ça c'est un principe des urbanistes aujourd'hui, c'est de privatiser les lieux. C'est vrai que, à partir du moment où l'on a sécurisé le hall d'entrée d'un immeuble il y a moins de gens qui squattent l'immeuble, et donc il y a une possibilité d'appropriation par les habitants. Mais est-ce que cette appropriation des

espaces privés, elle ne se fait pas au détriment de l'espace public ? Est-ce qu'il ne faut pas concomitamment travailler sur le fait que le citoyen puisse se réapproprier ou s'approprier l'espace public ?

Pour l'école, ça veut dire que l'espace privé, à gros frais, ça n'est pas la classe, l'espace privé, c'est l'espace que nous partageons tous, dans l'établissement et chacun a le droit d'y intervenir. J'irai même un peu plus loin, l'élève doit pouvoir s'exprimer sur ce qui se passe dans ces espaces partagés.

Sans cela, il n'y a que des endroits de plus en plus restreints où s'affirme une autorité qui ne saurait ce qui se passe sous le regard. L'autorité c'est quelque chose de plus vaste, c'est symbolique et ça se construit. Mais ça se construit par la présence de tout à chacun, à tout moment.

Pour éviter que ce soit simplement de l'ordre de l'injonction, je crois qu'il faut passer par l'expérience des personnels lorsqu'ils éprouvent le fait, qu'agissant bien collectivement ils y parviennent. Donc dans le travail d'accompagnement des établissements et des équipes, nous faisons en sorte effectivement que, revenant à trois semaines plus tard ou deux mois plus tard, après qu'on ait décidé ensemble d'agir ainsi, on constate avec eux que telle direction de travail fonctionne ou que telle autre ne fonctionne pas. Ce qui ne nous éloigne pas de la question initiale « la violence et les quartiers », puisque précisément l'élève va se trouver dans l'établissement dans le meilleur des cas, et je n'oublie pas qu'il n'y a pas que le meilleur des cas, intégré dans un nouvel univers d'appartenance qui lui donnera ses codes, qui lui donnera ses repères et qui sera suffisamment explicite par rapport à ce qui peut y faire et par rapport à ce que l'endroit peut produire pour lui.

Ce travail, je crois, n'a pas de sens, si nous ne prenons pas en compte ce qui se passe à l'extérieur. Appartenir à une bande, c'est appartenir très tôt à une structure hiérarchisée, qui a du poids, qui peut être dangereuse si on s'en éloigne, pour diverses raisons, pas simplement sa propre raison, et donc cette question de l'appartenance (supprimé « elle se travaille aussi dès l'école maternelle ») elle se travaille avec les familles, dès l'école maternelle par rapport à des questions qui ont l'air très simples, l'estime de soi, apprendre à chacun à s'occuper de lui-même, à être responsable de lui-même, à s'observer et à s'aimer, et renvoyer ce message à l'enfant de l'école maternelle, qu'il est quelqu'un qui compte pour nous. Ça se fait par les actes, ça se fait par les paroles, ça se fait par la façon d'être à l'autre et de les aider d'être en communication les uns aux autres. Ça se fait aussi par la découverte des grandes fonctions vitales et donc au travers des programmes d'enseignement, la question par exemple de la lutte contre les jeux dangereux et notamment le jeu du foulard, ça ne se fait pas uniquement en disant au jeune : « tu ne feras pas cela » parce que le jeune, il a une certaine tendance à essayer, à se mettre en danger, la prise de risque ça fait partie de la vie et ça fait partie de l'adolescence. Mais quand on a découvert les grandes fonctions vitales, quand on sait ce que c'est que la respiration, quand on a éprouvé la joie de courir, de sentir son corps, peut être on a moins recours à des pratiques d'autodestruction, mais ce que je dis là, ça vaut sans doute aussi pour travail partagé, pour lutter contre les conduites « addictives ». Donc il y a au cœur de la mission de l'Education Nationale et dans les programmes mêmes, une place pour chacun sans qu'il varie de ses missions initiales. Le professeur de Sciences et de Vie de la Terre peut travailler sur ces questions sans être un spécialiste de la lutte contre les violences.

Savoir dire non, exercer des choix, pouvoir avoir confiance dans des adultes crédibles, constants dans leurs propos, développer au sein des établissements des climats de confiance et d'écoute. Je veux vous citer pour terminer, un chef d'établissement avec lequel je parlais hier, pas très loin d'ici entre Ris Orangis et Sainte Geneviève des Bois, pour ne pas être trop précis, qui relatait des pratiques qu'il a développé dans son établissement. Ces pratiques elles

s'adressent aux surveillants, au personnel d'entretien. Il a amené chacun à nouer des liens avec les élèves, des liens de confiance. Et quand, ils ont quelque chose à dire par rapport à un drame qui risque de se produire, une bataille entre quartiers par exemple, eh bien ils le disent et ils ne dénoncent pas l'un ou l'autre, mais ils dénoncent le fait qu'il risque d'y avoir une bataille. Les surveillants en parlent au CPE, qui en parle au chef d'établissement, et le chef d'établissement s'organise pour qu'on contacte les parents, et le soir, au moment de la bagarre, les parents sont là. Et souvent, il y a des attroupements de jeunes qui veulent assister à la bagarre et constatent qu'elle n'a pas lieu. Donc, il y a quelques petits tours comme ça à utiliser, pour se prévenir de ce qui peut se passer, et faire en sorte que les jeunes eux-mêmes soient capables d'agir ainsi.

Dernier point, si l'on parlait de la rescolarisation après exclusion, il y a certainement la question de l'absence d'exclusion.

Tout faire pour éviter l'exclusion. Des actes, le mérite, les règlements doivent s'appliquer, mais une exclusion temporaire par exemple, ça n'a pas forcément à s'accompagner d'une exclusion tout court. Cela veut dire que l'on n'a pas à mettre le gamin dehors. Parfois, il est impossible de faire autrement, mais la plupart du temps il est possible d'organiser dans les établissements des lieux d'accueil pour que cette exclusion-inclusion ne se conclut pas pour le jeune à être dans la rue, par ce que être dans la rue c'est dangereux. Donc notre mission à nous, c'est sans doute de rescolariser les jeunes exclus après conseil de discipline mais c'est avant tout d'éviter qu'ils soient exclus.

## **INTERVENTION DE ANNE OLIVIER**

### **Institutions - habitants - jeunes : Quelles rencontres ?**

J'ai choisi aujourd'hui de vous parler des relations des jeunes notamment des jeunes « délinquants » avec leur environnement social et institutionnel. Il s'agira dans ce cadre d'aborder la délinquance des jeunes qui habitent les quartiers en Politique de la Ville (je crois que c'est le choix de cette journée) et non la délinquance des jeunes des couches moyennes et supérieures qui habitent les quartiers résidentiels ou les centres villes. Ce choix d'aborder les jeunes dans leur contexte de vie est sous tendu par l'idée d'une sociogenèse de la délinquance. En d'autres mots cela signifie que les trajectoires délinquantes ne sont pas liées - dans leur majorité - à des prédispositions individuelles, mais trouvent leurs sources dans des processus sociaux dont je voudrais ici vous présenter quelques dimensions. Cette approche réfute l'idée de plus en plus communément admise que l'on peut réduire la délinquance seulement en mettant en œuvre des approches individuelles (prévention, sanction) et faire l'économie d'un changement des structures sociales qui l'engendrent.

J'ai sélectionné pour aujourd'hui quelques dimensions qui me paraissent particulièrement éclairantes pour comprendre les phénomènes de délinquance. Pour illustrer mes propos je vais m'appuyer sur quelques études récentes que j'ai pu réaliser ces dernières années en Île de France.

La délinquance est liée – pour une grande part – à un échec des structures de socialisation, c'est-à-dire à un déficit d'appartenance de ces jeunes dans des groupes hors leurs groupes de pairs. Il y a une question que je pose souvent à ces jeunes lors des entretiens et qui révèle la distance intergénérationnelle et l'isolement de ces jeunes, cette question c'est : « A quand remonte votre dernière discussion avec un adulte ( en dehors de votre groupe de jeunes) » ? Les réponses sont souvent édifiantes : parfois plusieurs mois ou plus.



## Les jeunes des quartiers : quelles représentations au sein de la société Française ?

Commençons par aborder la question de la relation de la société française dans son ensemble à ces jeunes de banlieue, français « d'origine difficile » selon l'expression d' Abdelazziz Chaambi,

La représentation de la société s'organise selon la partition « eux » et « nous », Joël Roman décrit comment cette polarité organise les discours politiques, médiatiques et au final la pensée de tout un chacun. Nous pouvons nous interroger sur le rôle des médias dans la construction de l'image de ces jeunes des cités. Contribution à la représentation que la société a des jeunes mais aussi à la perception que les jeunes ont d'eux-mêmes. Je vous renvoie à l'étude réalisée par Maxime Drouet pour le conseil National de la jeunesse qui éclaire très bien le rôle des médias, citons quelques éléments de cette étude : réalisée entre 1998 et 2002 à partir de 70 reportages et du visionnage de 4 mois de journaux télévisés sur TF1 et France 2. Je fais ici l'hypothèse que les choix médiatiques n'ont guère changé. 63% des entretiens sont faits avec des garçons, 37% avec des filles. La présence des minorités dites visibles, ici maghrébins et noirs n'apparaissent qu'en situation problématique : 11 fois dans des émissions sur la violence, 1 fois sur le cannabis, 2 fois sur le sexe (dont une fois sur la question des viols collectifs) une fois sur l'échec scolaire. Les reportages dits de société se font sans eux.

Rappelons ici que l'identité ( voir à ce sujet les travaux de Claude Dubar) se construit à partir d'une négociation entre « identité pour soi » et « identité pour autrui ». Les entretiens menés auprès d'habitants, d'élus et de professionnels révèlent souvent une image de ces jeunes très négative et stéréotypée surtout lorsque il n'existe pas d'échanges directs avec ces jeunes. L'on perçoit alors la part de responsabilité des médias dans la construction des opinions. Tout dans les discours vient exacerber ou créer de la dissemblance. Il s'agit à toute force de distinguer, de singulariser, de construire une représentation de deux mondes étanches l'un à l'autre : « nous ne sommes pas du même monde » et de créer les conditions de la ségrégation : ségrégation spatiale, discrimination à l'emploi, surveillance policière exacerbée, animateur de quartier issus des minorités visibles.....etc.

Joël Roman interroge ! le problème n'est-il pas « nous » plutôt que « eux » : « Quand leur avons-nous dit qu'ils étaient des nôtres, profondément, dans la tranquillité des héritages assumés et des transmissions accomplies ? Quand leur avons-nous fait confiance, résolument, sans arrière pensée ni crainte ? »

Que dire de ce premier acteur de la socialisation : la famille ?

Tout d'abord les familles sont généralement touchées par le chômage et la précarité, ce que nous rappelle Laurent Mucchielli crée non seulement des problèmes matériels dans tous les aspects de la vie ( notamment en matière de logement , de santé, de transport, d'accès aux ressources culturelles ) mais aussi psychologiques : ils minent le moral des familles, accentuent les conflits internes, diminuent les capacités identificatoires des images parentales, déterminent chez les enfants une représentation négative du présent et du futur. Il est aisé dans ce contexte de prendre la mesure de la façon dont la pauvreté et le chômage vont affecter les relations parents enfants.

A ces soucis s'ajoutent pour de nombreuses familles l'obstacle de la langue (deux millions et demi d'adultes vivant en France ont des difficultés à parler ou à comprendre la langue française) et de l'accès aux codes, aux us et coutumes, aux devoirs et aux droits.

La construction des inégalités a ses fondations dans un accès différencié au pouvoir d'être reconnu, de se faire entendre et de peser dans les décisions.

Ce que relatent aussi beaucoup de parents et de jeunes à propos de leurs parents immigrés c'est le stigmate, la disqualification dont ils sont l'objet, et notamment du point de vue de leur rôle de parents. Combien de récits de rencontres humiliantes ou douloureuses avec les institutions (école au premier chef, mais aussi police, bailleurs...) et avec les habitants. Aussi beaucoup de jeunes préfèrent maintenir leurs parents à distance des institutions.

« Les parents ne savent pas s'exprimer, on ne fait pas le poids » (jeune)

« Dans le premier bâtiment c'est les blédards, les calots (= ceux qui ne servent à rien) » (jeune)

« *Ils parlent normal à ma mère mais au fond ils ne pensent pas ce qu'ils disent moi ça m'énerve* » (jeune)

« Dès qu'il y a un truc ils vont direct chez les noirs » (jeune)

« A force d'appeler les parents, les parents ils deviennent paranos, ils croient que quand on est dehors on fait des conneries » (jeune)

L'absence aujourd'hui de parents alors que l'on parle de leurs enfants est une des formes tangibles de la difficulté à penser la place et le rôle des parents d'une part et d'autre part à imaginer une relation institutions/parents sur le mode de la coopération.

#### Un rapport à l'école conflictuel

La seconde étape de la socialisation se joue à l'école : transmission de valeurs, de normes de comportement, de savoirs qui doivent permettre aux jeunes de vivre en société. Pour autant pour pouvoir fonctionner le modèle de sociabilité véhiculé par l'institution scolaire ne doit pas s'opposer à celui inculqué par les parents mais venir le renforcer ou le compléter et pour cela il faut que les adultes, parents et enseignants, trouvent leurs places dans l'acceptation réciproque ce qui nécessite forcément des espaces de connaissance mutuelle et de régulation. Ce qui pour l'heure n'est guère présent dans l'espace scolaire. Du coup les rapports famille école deviennent tendus ou inexistantes et le jeune est parfois pris dans un conflit de loyauté. Les adultes entrent en concurrence et il semble que les enseignants forts de leur légitimité et de leur capital linguistique aient une longueur d'avance !

Le rapport à l'école a beaucoup évolué au moment où a été mise en place la politique du « 80% d'une classe d'âge au baccalauréat » (voir les travaux de Gérard Mauger). Ce qui auparavant était perçu comme une trajectoire normale pour un jeune des classes populaires : c'est-à-dire quitter tôt le système scolaire avec un métier manuel en poche est devenu aujourd'hui synonyme d'un échec.

La « possibilité » donnée à tous les jeunes de poursuivre leurs études a contribué à disqualifier la classe ouvrière et le statut des parents. Aujourd'hui ne pas continuer ses études est perçu comme un échec personnel et non plus comme une destinée sociale. Les études de nombreux sociologues ont pourtant démontré que l'école reproduit les inégalités, et qu'un jeune qui ne possède pas le capital scolaire nécessaire (capital linguistique, culturel, capacités comportementales) est très largement handicapé dans sa carrière scolaire. Mais aujourd'hui le résultat est là : c'est le jeune, son tempérament, sa bonne volonté, ses capacités intellectuelles qui sont mises en avant pour justifier échec ou réussite scolaire. Ce report de la responsabilité sur l'individu est vécu de façon extrêmement douloureuse et disqualifiante ; aussi les attitudes pour échapper au jugement scolaire sont elles multiples : chahut pour faire rire la classe, détournement de l'attention sur un autre domaine que le scolaire, dévalorisation des bons élèves, normes de freinage, absentéisme etc....

#### Le groupe des pairs : un autre monde de socialisation

Le groupe de jeunes représente une forme de sociabilité très forte dans un environnement qui offre aux jeunes peu d'espace de sociabilité : exclusion scolaire, chômage, parents marginalisés par la précarité ou un déficit d'intégration. Donc, que ce soit au bas de

l'immeuble ou éventuellement à la maison de quartier, il reste le groupe de pairs comme groupe d'appartenance, c'est-à-dire avec peu de formes d'altérité : intergénérationnelles, sociales, culturelles, mixte garçons /filles... C'est là l'un des soucis de ces groupes de jeunes : ils se connaissent depuis fort longtemps, ils ont grandi dans le même quartier, les mêmes écoles, ils ont les mêmes expériences et donc ils ont peu de ressource pour se construire. Le « Ça va sans dire » propre aux personnes proches ne nécessite pas d'élaborer un point de vue, d'expliquer un choix...Il n'y a pas cette curiosité de l'inconnu qui incite à l'échange, au questionnement.

Or les espaces de rencontre avec « l'Autre » en cela que cet Autre est différent, constituent ce qui permettrait aux jeunes de construire leurs identités, d'échapper aux différentes formes d'emprise : bandes délinquantes, mouvements religieux intégristes par exemple. Construire son propre jugement nécessite d'une part d'avoir le choix, donc d'avoir accès à différentes représentations du monde et d'autre part d'être sollicité : « Qui êtes vous ? Que pensez vous ? ». Sans cette sollicitation l'individu se construit peu comme sujet, son identité acquiert peu de densité, le jeune risque alors de se laisser enfermer dans une identité attribuée. Dans la perspective d'Howard Becker l'apposition du label « déviant » contribue à faire le déviant, l'étiquetage consolide l'engagement dans une carrière déviante.

Et quand il se trouve qu'une bande de jeunes plus ou moins délinquants ou perçus comme tels soit le seul groupe d'appartenance pour certains jeunes, il n'y a pas d'échappatoire possible, pas d'autres propositions identitaires. Au contraire quand les jeunes peuvent expérimenter l'appartenance à d'autres mondes sociaux cela leur permet d'échapper à l'identité négative et stéréotypée de jeune de quartier. En cela l'accès aux loisirs, l'accès à l'emploi, l'accès aux associations ( par exemple aux amicales de locataires, aux conseils d'administration des associations sportives) sont bien sûr essentiels car ils les mettent dans des situations d'interactions dans un environnement social, culturel et symbolique différent. Ce sont ces expériences qui permettent la déconstruction/reconstruction de leurs identités.

Je vais toutefois nuancer mes propos car les groupes de jeunes sont généralement hétérogènes : s'y côtoient des jeunes qui travaillent et des chômeurs, des jeunes scolarisés et des jeunes déscolarisés. Souvent ce sont des lieux de transmissions de connaissances, de solidarités. J'ai rencontré des groupes qui pour une part contiennent certains comportements (délictueux ou autodestructeurs) et qui permettent de limiter la désaffiliation possible de quelques jeunes déscolarisés en errance psychologique. D'autre part, de par leur nombre, ils opposent une frontière communicationnelle, un sas avec le monde des adultes : il est plus difficile d'entrer en communication avec un groupe qui éventuellement va faire front qu'avec un seul jeune ! En cela le groupe amortit la régulation possible des adultes qui souhaitent contenir ou restreindre les agissements de ces jeunes. Par ailleurs ces groupes sont un lieu d'expérimentation et de banalisation de conduites liées à la consommation d'alcool ou de drogues douces.

Ces groupes de jeunes valorisent des attributs et des capacités très différents voire opposés à ceux plébiscités dans l'univers scolaire : culture liée aux valeurs de virilité décrites par le sociologue Gérard Mauger, qui se traduisent par des bagarres, des cuites, des provocations, des exploits de type rodéos, une langue ésoérique (donc hermétique aux adultes), la collectivisation des biens (cigarettes boisson, scooter...) Après l'humiliation de l'échec scolaire, le monde de la bande apparaît comme un espace de restauration de l'estime de soi, un espace de légitimation de l'échec scolaire. C'est l'endroit où les jeunes peuvent reconstruire leur capital symbolique (le concept est de Pierre Bourdieu). Le groupe donne ce qu'il y a de plus rare et de plus précieux : de la reconnaissance, de la considération c'est-à-dire tout simplement de la raison d'être ! Pierre Bourdieu écrit «Toutes les manifestations de la

reconnaissance sociale qui font le capital symbolique, toutes les formes de l'être perçu qui font l'être social connu, visible, célèbre ou célébré, admiré, cité, invité, aimé etc. sont autant de manifestations de la grâce qui arrache ceux ou celles qu'elle touche à la détresse de l'existence sans justification ».

Enfin le rassemblement de jeunes est aussi une réaction au désœuvrement et à l'ennui. Il devient une solution lorsque la précarité limite l'accès à d'autres formes de loisirs, lorsque le surpeuplement des logements ne permet pas une cohabitation exempte de tensions.

## CONCLUSION

### Rencontrer les jeunes, leur faire une place

L'enjeu c'est de trouver les voies et les moyens pour permettre à chacun de trouver une place sociale, une légitimité qui lui permette de participer c'est-à-dire de faire part de ses besoins et de ses aspirations et d'apporter une contribution à la vie commune. Cette demande de participation des jeunes a d'ailleurs été relayée ce matin par Bernard Goret, Il importe de créer des espaces de rencontre avec ces jeunes et il est vraiment dommage qu'ils ne soient pas présents aujourd'hui.

### Agir sur la peur que suscitent ces jeunes

Il existe aujourd'hui en France, une difficulté à gérer les relations dans l'espace public : l'inconnu est d'abord perçu comme une menace surtout lorsque les rituels de civilité tels que dire bonjour, tenir la porte, disparaissent. Car ces rituels avaient surtout pour fonction d'énoncer une intention pacifiste et permettaient d'aborder sereinement la rencontre.

Le moindre conflit de voisinage fait l'objet d'interpellations d'institutions diverses (mairie, justice, police...) Il existe une tendance forte à la professionnalisation de la relation sociale. Un doute s'installe chez nombre de citoyens quant à leur légitimité et à leurs compétences propres à interpellier quelqu'un dans l'espace public et notamment les jeunes.

« On demande aux riverains de s'impliquer mais on n'a pas les compétences, ni l'envie » ce n'est pas mon métier. On n'a pas le même langage » (habitant)

« Quand j'étais petit, 12/13 ans, ils nous parlaient. A partir de 14/15 ans c'est fini, ils ont peur de nous » (Jeune)

### Donner des repères aux adultes

Rappelons enfin que certains comportements des jeunes ne relèvent pas de la délinquance ou de la galère mais de l'adolescence. Il s'agit donc de ne pas « pathologiser » ce qui fait partie d'un développement normal des jeunes. Mais d'aider les adultes à assumer leur rôle pendant cette période qui peut être conflictuelle car le jeune, précisément, recherche les limites qui doivent être énoncées par les adultes. Il s'agit aussi d'aider ces mêmes adultes à faire la part des choses et à ne pas dénoncer de façon abusive certains actes au risque d'étiqueter certains jeunes comme délinquants et de leur faire endosser un rôle qui les marginalise et les met en tension avec le reste du corps social.

### Mettre en place des systèmes de médiation

Il faut que les jeunes et/ou leurs parents aient des recours c'est-à-dire des médiations lorsque les conflits commencent à se cristalliser : conseils de discipline, expulsions de certaines familles...

### Pour approfondir ces questions :

« La sociologie de la délinquance juvénile » Gérard Mauger collection repères la découverte, janvier 2009.

« Le traitement de la jeunesse dans l'information télévisée française » De Maxime Drouet étude pour le conseil national de la jeunesse 2002.

« Regard sociologique sur l'évolution des délinquances juvéniles, leur genèse et leur prévention » De Laurent Mucchielli ( à consulter sur son site) article pour la revue comprendre , 2004.

## **INTERVENTION DE PAPÉ CISSOKO**

### **Introduction de Marie-Jo BOURDIN**

**« Un homme de terrain comme je vous le disais, lui il va nous parler de la culture africaine et c'est donc lui qui a fait la formation à toute l'équipe dont j'ai parlé ce matin sur les représentations culturelles de la famille traditionnelle et villageoise africaine. »**

Souvent je me chamaille avec mes meilleurs amis qui me coupent la parole parce que tout simplement on est contraint par 30 minutes et que le sujet est d'une importance capitale. Et je suis extrêmement content d'être ici à l'Agora. Socrate effectivement parlait sur la place publique en Grèce Antique et ici on a adapté cet Agora dans un espace fermé, ce qui est extrêmement intéressant.

Donc vous voyez que le travailleur social doit s'adapter perpétuellement : l'Agora scène traditionnelle à l'air libre chez Socrate, nous sommes ici dans l'Agora reconstituée, rebâtie.

Si le travailleur social est incapable de se réadapter, pour ma part c'est un danger. Mais je vous fais confiance.

Je ne suis pas anthropologue, mais je suis membre de la société savante des africanistes au Trocadéro, ainsi qu'au musée des arts et des civilisations, quai Branly. Je fréquente beaucoup de gens comme Valentier, un grand de l'anthropologie, de l'ethnologie, etc...

Donc je ne suis pas anthropologue mais j'ai taquiné la matière et la chose.

Mon véritable sujet le voici : « la culture africaine a bon dos ». Quand je l'ai proposé à Mr GUERINI il a rigolé et il m'a dit que c'était bien.

La coutume comme alibi : alors attachez vos ceintures ! Je suis philosophe, donc on va entrer un peu dans les concepts mais ça va être socratique, c'est-à-dire extrêmement simple.

« Culture », que j'ai mise entre guillemets. En effet j'ai des amis qui m'ont dit : « on va dire les cultures africaines ». Mais ne polémiquons pas là-dessus. Nous savons très bien qu'à Evry et Courcouronnes il y a une diversité de genre ou de gens. Ne disons pas Evry entre guillemets à chaque prise de parole.

Avec mes amis philosophes, quand nous sommes en colloque, nous nous disputons là-dessus. Mais ce n'est vraiment pas l'objet ici. Ici, nous recherchons à véritablement avancer, comprendre les choses pour mieux agir. La vie dans certains quartiers montre le désarroi des habitants et des institutions. La complexité, le métissage qui auraient dû être « richesse » se transforment en problèmes.

Les institutions cherchent toujours des idées novatrices pour sauver ce qui peut l'être et favoriser la vie en société, dans le respect mutuel de chaque citoyen.

Notre société est désaxée, se perd ! Les parents de toute race - si on peut parler de race - démissionnent quand les enfants deviennent rois à la maison, à l'école et face à la République. La ville, si nouvelle soit-elle, est le réceptacle d'un environnement divers qu'il faut recevoir pour intégrer en vue de le dépasser. Tous les citoyens doivent se sentir responsables, mais au nom de la liberté on balaye uniquement devant sa porte et on se moque de ce qui se passe ailleurs ou autour de soi.

Une comparaison avec les modèles traditionnels de liens sociaux ou d'organisation sociale nous permettra de comprendre ce qui pêche dans la modernité pour rectifier le tir, pas facile certes.

La crise est là et on ne cesse de s'interroger pour comprendre et réagir au mieux.

La cause de ce mal-vivre, ou de ces conflits, a des origines lointaines et caduques dans les sphères concernées : pourquoi les transférer ici et maintenant ?

Qu'est-ce qui pêche dans l'imaginaire de ces jeunes pour réactiver des faits sociaux qui n'ont plus de crédits dans le contexte d'origine de l'Afrique noire ?

N'est-ce pas un besoin de se donner du sens ? Fabrique-t-on l'image du maître, du chef pour se réfugier dans des bandes où les rapports de force dominent avec le phénomène de caïd et d'enfermement dans une sous-culture ?

La culture comme alibi souvent évoquée pour expliquer une attitude, un comportement déviant.

Face à ce comportement déstabilisant pour tous, les professionnels s'interrogent pour mieux réagir.

Que faire ? Si ce n'est former les professionnels à étudier la culture de l'autre, les différences, même si la République est reine et souveraine, pour l'entendre, le comprendre, l'intégrer et le dépasser souvent . Ces jeunes sont incapables d'expliquer le bien fondé de la culture qui fonderait leurs gestes.

La transmission du savoir entre parents et enfants est quasi-inexistante voire viciée, orientée. C'est pourquoi connaître un peu de leurs cultures serait un plus dans la prise en charge de la gestion des conflits et des personnes.

Entrons dans le vif du sujet et je vous soumetts des figures que vous rencontrez dans vos bureaux respectifs ou dans vos activités.

On va faire un peu de théâtre.

Le bon dos de la culture africaine, Anne OLIVIER disait que reprendre en début d'après-midi n'était donc pas chose facile et que les gens étaient un peu fatigués. Mais là j'espère que vous allez vous réveiller, parce que je vais vous demander effectivement de vous représenter face à un usager. Alors, vous allez le symboliser et vous le représenter.

Vous êtes travailleur social dans un quartier difficile : un jeune vient échanger avec vous. Qu'est-ce qui se passe ? Vous lui dites : « Qu'est-ce qui se passe ? Il y a beaucoup de problèmes dans le quartier ? »

Le jeune homme vous répond : « bah ! je ne sais pas ». Généralement c'est du très mauvais français, de l'argot, ce que je n'aime pas du tout. « Je ne sais pas, poursuit-il, il y a un jeune dans le groupe adverse dont les parents ont piqué nos terres au pays ». Vous sourcillez, parce que vous n'avez rien compris, vous demandant où vous êtes. De quoi vous parle-t-il ? Je vous l'ai dit, vous êtes perdu.

La chose s'est passée au pays. On va prendre : le Sénégal à 5000 km, on le transfère à Evry ou bien dans le 16<sup>ème</sup> arrondissement, parce que j'ai habité là-bas, il y a aussi des coins difficiles.

Vous recevez un autre jeune qui explique les tensions à cause de la stratification sociale : en fait celui-ci est d'une caste inférieure, mais il a un diplôme reconnu par la République Française - et faites bien attention j'utilise beaucoup la République, pour moi elle est centrale et je ne la négocie pas – et il parvient à obtenir un poste. Malheureusement, ou heureusement, il y avait un autre garçon mais de la classe noble, dont les parents lui disent : « mais comment

est-ce que ce « forgeron » peut décider chez toi ? Mais c'est pas possible, mais c'est un « forgeron » il ne peut pas te diriger ! ». Mais ils oublient que nous sommes en France mais pas en Afrique. D'ailleurs, même en Afrique, ce système est dépassé, cela est devenu de l'idiotie, de la bêtise.

Le premier ministre du Sénégal à l'époque appartenait à la caste des « forgerons ». Mais ce drame on le transfère en plein Paris.

Une jeune femme arrive, tout ce que je vous dis là c'est la réalité, j'ai beaucoup travaillé avec les travailleurs sociaux, je n'invente rien.

Une jeune femme arrive, une zairoise, je crois, chez un travailleur social. Une dame très jolie, elle le sait, bien habillée, elle le sait, elle porte de l'or, etc... Elle a 4 enfants, est sans ressources. Ca se complique. Le travailleur social pense : « Mais où est-ce qu'elle a pris ça, ce n'est pas possible, comment ça se fait ? » Mais le travailleur social n'ose pas, il rame. Le travailleur social déjà il a un petit complexe par rapport au coût des vêtements. Il évalue que la dame est habillée au minimum pour 1000€, que sa tenue à lui est simple, parce qu'achetée au magasin du coin pour un maximum de 50 €. Le travailleur social a une tenue correcte mais pas onéreuse. Il y a déjà une disparité que le travailleur social ne sait comment aborder.

Lors des formations que je dirige, j'incite les stagiaires à poser les questions, à parler, à ne rien occulter. Avec moi tous les sujets sont abordés.

Je disais donc qu'un complexe se dégage lors des premières minutes de l'entrevue. Le travailleur social doit faire correctement son travail, il doit aider la dame à gérer son petit budget. Mais il ne peut s'empêcher de penser : « Le mari, les enfants, comment elle fait ? ». Il aurait envie de dire : « Est-ce que vous allez continuer à avoir des enfants, dans votre situation ? », mais n'ose pas.

Moi, je vous demande de ne pas hésiter à poser des questions. Parce que si vous ne posez pas de questions, comment vous allez proposer une alternative ? Ce n'est pas possible.

Je suis sidéré lorsque j'entends une phrase telle que : « c'est notre culture, nous aimons les enfants ».

Mon père était directeur d'école au Sénégal et nous étions 19 enfants. Un jour il m'a dit : « Mais Pape, comment ça se fait ? Je vois à la télévision des gens qui ont beaucoup d'enfants en France, alors que vous n'avez pas une maison comme moi ! » En effet, nous avions une grande maison sur un terrain de trois hectares, il était directeur d'école, mais traditionaliste. Mon père a ajouté : « Il me semble que ce qu'on peut faire ici, on ne peut pas le faire de l'autre côté. En plus, vous vivez en hauteur. » Je lui ai répondu : « J'en sais rien, va leur poser la question ! ». Parce que même moi je travaille dans ce domaine et j'ai du mal à faire changer les mentalités là-dessus. Mais ça évolue, heureusement, grâce à certains centres de formation. Mais ceux qui restent au pays se posent quand même des questions sur certains de leurs compatriotes expatriés. Ils ne comprennent pas, ils se disent « ça vient de là-bas ». Il y a un donc problème d'interprétation.

Donc, cette jeune zairoise doit être prise en charge, le travailleur social devra discuter avec elle, essaiera de la cadrer. Mais cela ne pourra pas marcher parce qu'elle est dans sa représentation, dans sa philosophie.

Monsieur X est ouvrier, il est marié avec quatre femmes et a quatre enfants. Disons plutôt, pour être gentil qu'il a deux épouses. Mais l'Islam avait dit quatre femmes, ce qui est faux, aucun écrit coranique n'en fait mention. L'interprétation vient des hommes, car il est plus facile effectivement de dire que l'Islam l'accepte. Mais c'est faux. Ce n'est écrit dans aucun des textes. Fatalement, le nombre des enfants intervient.

Une famille de dix huit enfant, dans un F4. L'habitat n'est pas adapté à ce cas de figure. Les conditions de vie sont difficiles et influent sur la personnalité des occupants, pouvant entraîner des dysfonctionnements entre les personnes, voire des incivilités. Comment se passe leur quotidien ? Il faut leur poser la question, parce que moi je n'ai pas la réponse.

Certains expliquent que c'est la culture africaine qui génère le besoin d'enfants. Je comprends très bien, parce que dans la famille traditionnelle, il n'y avait effectivement pas le système de sécurité sociale. Je vous invite à lire le bouquin de Fatou Diome « Le ventre de l'Atlantique », qui vous dit effectivement que le nombre d'enfants c'était la « sécurité sociale ». Mais ce système existait également en France, avant les lois sur la protection sociale. C'était ainsi, la France a évolué mais a occulté cette donnée. De nos jours, tout est calculé, tout est raisonné. Tandis qu'en Afrique, tout est pensé en vue d'un futur désastre, etc. Mais les jeunes suivent maintenant le modèle occidental typique.

La tradition dans certains mariages est possible. En Afrique de l'Ouest, il est interdit que certaines familles dites nobles s'unissent à d'autres appartenant à des castes inférieures. Ces coutumes ont tendance à disparaître en Afrique, mais survivent dans la diaspora, créant parfois des conflits entre les familles et donc les enfants.

Le SIDA se développe. La maladie est dite « honteuse », souvent on la trouve ici et là-bas. C'est source de conflits. Prenons l'exemple d'une famille polygame, 4 femmes, etc... La 1<sup>ère</sup> épouse qui annonce sa séropositivité verra tout s'abattre sur elle, alors qu'elle n'est pas responsable. Mais toute sa famille va dire qu'elle a apporté le virus dans la maison, rien que pour le fait d'avoir annoncé sa maladie. Par le biais d'internet, l'information se répercutera en Afrique, et la famille de cette femme fera l'objet d'accusations, les enfants également entreront en scène, la spirale des conflits, de la violence est enclenchée. Mais pourquoi la culture d'origine doit être mobilisée ?

Premièrement, ici au sein de la République, ce que l'on peut faire ou pas. Et pourquoi ne pas se demander si tel fait est licite ou pas ? Le bon sens est initialement la chose la mieux partagée, quelle que soit notre origine. Par exemple, poser ses pieds sur une banquette de bus n'est pas correct, cela est le bon sens. Je suis très cartésien et pourtant je ne suis pas d'accord avec Descartes, le bon sens n'est pas le mieux partagé. Normalement, nous devrions nous interdire de nuire à la société. Nous retrouvons ce concept sous toutes les latitudes. Le respect de l'autre est « un minimum syndical », cela n'a pas d'odeur, c'est universel, cela s'appelle du bon sens. Nous respectons les biens matériels, c'est du bon sens, nous devons même l'enseigner, cela doit être compris. Mais si certains ont besoin de l'apprendre, nous sommes là pour ça, nous devons le leur enseigner, nous sommes formés pour ça. Mais dans la réalité, souvent pour se préserver, certains font du « mal » à autrui. Nous devons leur répondre que ce n'est pas bien, qu'il est impensable de faire aux autres ce que l'on ne voudrait pas qu'on nous fasse.

Les exemples sont nombreux, et je vous le disais, au quotidien, hélas !

Entendre ce raisonnement pour expliquer les causes des tensions et des violences trouble les travailleurs sociaux. C'est pourquoi, il nous a semblé important de passer au crible de la raison critique, les coutumes, les cultures et comprendre en quoi elles peuvent inciter à la violence et aux incivilités, mais aussi à la paix.

Nous devons aussi remettre en question la pratique des professionnels, pour les conduire à se débarrasser de leurs préjugés qui limiteraient leurs actions. Est-ce la culture ou l'interprétation qu'on en fait ? N'est-ce pas l'ignorance qui conduit à justifier les actes, pour ainsi dénicher dans la culture des éléments traditionnels qui étaient source de conflits, qui aujourd'hui en Afrique ne le sont plus. Comprendre les cultures africaines permettra de mieux écouter les



jeunes pour les accompagner sur le bon chemin, d'où la nécessité de se former au concept d'inter-culturalité comme le proposent divers organismes, dont le centre MINKOWSKA, ici représenté.

### Transmission du savoir prix, de l'héritage culturel traditionnel ?

Il m'a semblé important de vous dire comment ça se passe réellement en Afrique. Parce que sinon il y a un chaînon manquant et je n'aime pas ça. J'aime être complet dans mon propos.

De quoi s'agit-il ? Qui sont ces jeunes ? Faisons un peu d'histoire pour mieux comprendre.

Comment se passe la transmission du savoir ? La relation avec les parents ? Comment se passe le biculturalisme, le bilinguisme et le rapport avec l'occident ?

Faisons une petite parenthèse : l'occident avait rejeté les minorités visibles à une époque de l'histoire. Vous avez des jeunes arabes et des jeunes africains avec un DSS, mais ils ont étudié avec un copain occidental. Tous les trois au même niveau, mais ce sera le petit blanc qui trouvera un emploi, parce que son nom aura une connotation « gauloise ».

Les choses commencent à changer en France heureusement. Les canadiens sont très en avance sur cela, avec la solution des CV anonymes, etc. Toujours pour lutter effectivement contre ces discriminations. Mais ça crée effectivement de la haine, de la hantise. A diplôme égal, on va prendre effectivement celui qui a la connotation plus gauloise que celui qui est métissé. On le sait très, très bien. Hélas ! Et là c'est une affaire de politique, il faut y travailler.

Quelques éléments qui expliqueraient des comportements déviants : l'habitat pour les familles nombreuses. Il faut oser le dire : habiter ici et vivre ailleurs,; ou vivre ici, habiter ailleurs. C'est le problème du refus de l'intégration et vous le savez très bien. Il y a des gens que ça intéresse : profiter tout simplement des euros, mais leur vraie vie c'est de l'autre côté.

Six mois de vacances au pays, au bled.. Mais moi, je ne peux pas prendre 6 mois de vacances. Je ne sais pas si vous êtes capable, mais moi non. En conséquence, les enfants restent tous seuls, après c'est vous qui intervenez pour les mettre à la cantine, etc. C'est irresponsable, chers amis.

La réponse est claire, il s'agit de jeunes français dont les parents sont étrangers ou d'origines étrangères. Qu'on ne se trompe pas. Mais on a commencé à comprendre cela depuis 2000. Ces jeunes noirs ou maghrébins, sont des français. On peut penser à l'origine de leurs parents, mais ce sont d'abord des Français qui sèment le trouble. Mais qu'on ne dise pas tout de suite : des minorités visibles. Ce sont d'abord des français qui appartiennent à une culture. Il faut que cette culture soit maghrébine ou africaine, ou même du 16<sup>ème</sup> arrondissement, ou bien gauloise. Mais ça, madame l'a bien dit, on ne les montre pas. On choisit ce que l'on doit montrer à la télévision, et souvent quand des conneries sont faites. Mais dans les lycées professionnels, il y a des réussites et ça on ne le montre pas, ça ne ferait pas de l'audience à la télévision.

Justement, qui sont ces parents ? Des intellectuels ou des immigrés économiques. Les intellectuels, sont comme vous et moi, en principe il n'y a aucun problème. Mais cela peut être le contraire, dans ce cas attachez vos ceintures, vous allez souffrir.

Parce que j'en ai rencontré un à Choisy-le-Roi, il avait 3 doctorats, tous les enseignants en avaient peur. Face à ce cas, j'ai indiqué aux enseignants : « Ici c'est vous la loi, ses 3 doctorats il n'a qu'à les mettre là où il veut, mais ici c'est vous qui décidez », il faut être direct avec les gens. Ce n'est pas parce que j'ai 3 doctorats que je dois venir embêter l'enseignant, L'enseignant c'est le roi, même avec mes trois doctorats, j'ai peut être droit à

des félicitations mais aucunement à intervenir au sein d'un établissement scolaire. C'est ce que j'enseigne à l'IUFM de Franche Comté.

La famille s'est reconstituée par le biais du regroupement familial, ce qui au demeurant est une excellente chose. Mais faudrait-il former, informer, instruire le cadre d'intégration dans le pays d'accueil ? En France, il y a des avancées par le biais d'associations ou d'organismes publics. Certes il y a matière à critiques, en France on peut tout critiquer, mais les progrès existent.

Bien souvent, la recherche de l'argent est déterminante car quand nos compatriotes arrivent. J'ai connu cela avec mes neveux qui ont trouvé du travail le lendemain de leur arrivée. Ne me demandez pas par quelle alchimie, je ne sais pas. Ils étaient dans un foyer, il y avait la débrouille. Mais vous le savez mieux que moi. Ils travaillent, le mois suivant, ils parviennent à envoyer 700 € au pays. Mais moi qui ai fait des études, je ne peux pas envoyer 10 €. Ses parents demandent à mes parents : « mais qu'est ce qu'il fait en France Pape ? ça fait 10 ans qu'il y est ? » mon père qui n'est pas idiot a répondu : « mon fils n'est pas allé en France pour travailler, mais chercher du savoir ». Ce n'est pas pareil, j'ai ma mutuelle, j'ai tout ce qu'il faut. Je ne suis pas allé chercher de l'argent, mais du savoir.

En envoyant tout de suite de l'argent, mon compatriote donne une fausse idée de l'occident. Il donne à penser qu'on peut cueillir les euros. Ce qui est faux, il faut expliquer aux gens qu'il faut travailler dur pour avoir 1 €. Ceux qui travaillent à Rungis se lèvent à 4 heures du matin, mais on n'en parle pas, hélas.

Bien souvent la recherche de l'argent est déterminante pour l'éducation. On fait beaucoup d'enfants comme si on était au pays, on évite de se rendre compte qu'on est ailleurs. Alors qu'en Afrique, quand on voyage, on se dit de respecter les autres. Il est possible de rencontrer des gens qui dansent sur une jambe. Alors en ma qualité de philosophe, je leur conseille d'être intelligents, en phase avec ces personnes avant de leur proposer de danser sur deux jambes. Dans le cas contraire, si cette proposition est demandée sans attendre, cela générera certainement des conflits. Le temps, l'accompagnement, le travail également permettront d'améliorer les contacts et ainsi permettre la connaissance des autres et les orienter vers certains changements.

Donc en général, le papa rentre au foyer après le travail. Vous connaissez très bien cette figure. Et c'est la maman qui s'occupe des enfants. Généralement, elle est dépassée. Et quand le papa est là, elle se met au garde à vous devant son mari qui donne des ordres. Mais dès que le papa disparaît, les enfants sont rois. Elle souffre, elle est fatiguée. Le guerrier arrive à 22h ou 23h. Madame qui s'est levée à 4h du matin ou 5 h pour s'occuper des 18 enfants, doit servir le Monsieur. Ce Monsieur qui devrait éduquer ses enfants, les informer, les prendre en charge. Ce père ne s'occupe pas en réalité de ses enfants, il leur transmet en fait ce qu'il veut. Et souvent, ce sont en général des choses qui se révèlent sources de conflits. L'enfant, pour se glorifier se vante d'être le fils du chef, qui a gagné des batailles, etc. Pour vous faire « rigoler » un peu, parlant de ce père de famille qui a engendré 18 enfants, je dirais comme ce journaliste noir sur ITV : « Celui qui avale une noix de coco doit faire confiance en son derrière. »

Dans notre culture, on choisit ce qu'on veut, comme partout ailleurs, il y a une mémoire sélective qu'on donne à nos enfants. Nos traditions sont orales, la communication n'est pas directe. Nous croyons que tout le monde sait, parce qu'il y a des rites d'initiations, alors nous pensons que les enfants ont tout compris. et bien souvent, on va prendre les aspects les plus négatifs, qu'on va transmettre. Dans notre tradition, la communication n'est pas directe. On est dans des traditions orales. On croit que tout le monde sait parce qu'il y a des rites d'initiations, etc. et on pense que les enfants ont déjà tout compris. Donc on ne dit rien. C'est

non, c'était catégorique. C'est ça la culture africaine, en général. Sauf maintenant quand on est dans des familles, qui ont beaucoup voyagé, eh bien on échange un temps soit peu, etc. mais le mode de dialogue n'est pas aussi ouvert, j'allais dire comme ici.

J'ai un ami ivoirien qui est parti en vacances en Afrique, son père dès son arrivée lui a dit : « Je crois que toi tu n'aimes pas les enfants, hein ? », « ah bon ! » lui a-t-il répondu ; « parce que tu n'en as que deux, et deux c'est pas beaucoup hein » ; mon ami a conclu : « D'où ça vient ça ? Mais papa, je viens d'arriver on reprendra la conversation plus tard »

En Afrique, on traite les choses à froid. En général, ici vous avez la difficulté de devoir traiter les choses à chaud. C'est normal, parce qu'on vous demande des rapports. Et nous, on aime bien différer les choses. Je dis à mes compatriotes : « Il faut donner les renseignements qui vous sont demandés car la personne que vous rencontrez doit écrire son rapport et le donner à son chef. »

Concernant mon ami ivoirien, plus tard il revient à la charge et dit à son père : « Papa, je vais t'expliquer rapidement comment ça fonctionne. Si tu as un enfant, la sécurité sociale et la CAF effectivement vont t'aider un peu. Mais attention, tu dois payer les couches, le lait, le médecin. Les enfants sont souvent malades. En France les vêtements doivent être adaptés en fonction du temps, parfois il fait très froid et parfois il fait très chaud, il faut penser aussi aux chaussures. J'ai ma mutuelle à payer, ainsi que toutes les charges. » L'information est forcément biaisée, mais quand l'on annonce qu'un enfant coûte environ 700 € par mois, cette somme peut être automatiquement convertie, ce qui donne le vertige en francs CFA . C'est beaucoup en Europe, mais colossal en Afrique. Cette fois, le papa dit à son fils « arrête, j'ai compris ».

Je vous voulais raconter une histoire interculturelle avec la Chine, je passe. Je parle de l'Afrique.

La paix a toujours été enseignée en Afrique, on le voit avec des jeux pour réduire des tensions. C'est l'occasion, ici de parler des cousinages pour gérer des conflits et les éviter. La gestion traditionnelle des conflits en Afrique, le caractère hiérarchisé et donc inégalitaire des sociétés africaines, et en particulier soudano-saéliennes, en font des sociétés conflictuelles.

Les traditionalistes, ethnologues, anthropologues, je les connais très bien. Je les suis, je prends l'apéro avec beaucoup de grands anthropologues, je fais parti de la société savante des africanistes. J'ai quitté Besançon, pour les fréquenter, je connais très bien. Mais ils ont raconté beaucoup d'inepties. L'Afrique est peut-être un long fleuve tranquille, mais dessous il y a des choses. Ne dit-ont pas, méfions nous de l'eau qui dort. Les sociétés ouest-africaines ont mis en œuvre des mécanismes et procédures visant à prévenir et gérer les conflits parce que la violence était ouverte ou latente. D'ailleurs on pense que l'intégration précoce des sociétés africaines dans des grands ensembles politiques est expliquée dans une large mesure par le caractère des relations inter-ethniques.

Faisons un peu d'histoire.

Les voies ethniques en Afrique noire c'est le mariage inter-ethnique. C'est-à-dire que vous êtes ici à Evry-Courcouronnes, vous allez vous marier avec quelqu'un à Choisy-le-Roi. Et il n'y aura pas de guerre entre Choisy et Evry.

Là bas, on organise les mariages, les compétitions sportives et artistiques, la vie traditionnelle, la guerre. Alors, attention. La guerre comme moyen. Alors ils vont se battre. Il y a des règles. On aura des captifs, et après on aura des prix forts ; mais pas pour l'humilier. Il comprendra qui est le plus fort et après il vous suivra. Il y aura un pacte de non agression. Voici, paradoxalement, comment la guerre peut engendrer la paix.

C'est une dialectique philosophique qu'on utilise. Mais moi je ne la souhaite pas, je préfère ne pas passer par la guerre pour avoir la paix. Mais les africains ont eu cette idée là. Bien, les artisans de la paix et les agents diplomatiques, ce sont les griots, les yamacalas, etc.

La culture africaine est une morale vécue concrètement, et là je m'inspire de Sylla, qui dit « l'africain éduqué c'est quoi ? L'africain éduqué c'est quelqu'un qui sait être maître de soi, c'est pouvoir conserver dans la joie et l'adversité les qualités du gore. C'est faire preuve en toutes circonstances de ses qualités de gore, c'est être yiw. C'est être correct dans son comportement et dans son langage, c'est être honnête et être capable de faire honneur dans ses devoirs sociaux, et surtout aux sacrifices qui peuvent être appliqués. Etre Manbu c'est être capable de résister à la tentation et par conséquence, de mener une vie au dessus de toutes fautes et pêchés de l'individu et le rendre indigne de la confiance de ses pairs, de ses Nawlés. C'est aussi se maintenir au sein des différents milieux sociaux (la famille, le groupe d'âge, le milieu professionnel) au niveau de respectabilité que ses nawlés, s'efforcer de réussir avec eux. D'assumer les mêmes droits et devoirs, et ne point accepter de démeriter par rapport à eux. »

En ville, cet adage n'a plus court et pire en Occident où la liberté fait même... Par exemple, il y a un petit enfant dans notre cité : Daniel lui dit « arrête ça », et le petit noir avec sa petite voix et son petit doigt « tu n'as pas le droit de m'interdire. ». C'est souvent ça dans la cité.

Alors que dans notre culture, qu'est-ce que Amadou Ampeta disait « un vieillard qui meurt est une bibliothèque qui brûle. » Le vieil homme c'est une star, c'est une vedette en Afrique noire. Et pourquoi effectivement le parrain ne donne pas le savoir à son enfant dans la cité, pour que tout se passe très bien, pour qu'il lui tienne la porte, pour qu'il soit respecté ?

L'enfant selon l'éducateur africain est un terrain vierge où peuvent pousser différentes plantes. A l'attention des assistants sociaux, des éducateurs : pour récolter la paix il faut la semer et l'aider à mûrir avec le temps. Or il n'y a pas de meilleur terrain pour semer la bonne parole que dans le cœur des enfants : les préparer. Donc cela c'est de la prévention. Cet enfant chez qui on développe méthodiquement par tous les moyens (les arts, le cinéma, le théâtre) les vertus humanitaires et non l'orgueil national, où le communautaire devient un précieux capital de paix.

Kant, comme le penseur africain, prédit l'ère d'une paix perpétuelle et universelle et c'est pourquoi notre penseur dit : « la paix est le seul récipient où tous les individus peuvent être bien ». C'est-à-dire que lorsqu'on est en paix, la vie est bonne. Mais si on est dans le conflit, la vie est mauvaise.

Je ne pouvais pas faire cette communication sans parler de feu le président poète qui nous a enseigné le rôle de l'oncle dans son acquisition des savoirs traditionnels « Toko Waly ». C'est l'oncle, vous le savez très bien, les gens parlent beaucoup de l'oncle. C'est vrai, l'oncle est important dans la culture négro-africaine.

Je voulais parler d'un sociologue extrêmement intéressant qui s'appelle Jean-Pierre LE GOFF. Il a fait une analyse des banlieues très intéressante, je vous invite à le lire.

Que faire face à cette réalité ?

Il n'existe pas de remède simple dont les effets seraient immédiats, nous ne sommes pas des sorciers. Mais il est important à la fois de fixer des repères et de tirer des leçons des pratiques passées. Avant même d'envisager des mesures particulières, il y a des questions centrales auxquelles nous ne pouvons échapper.

Tout d'abord, la question de l'érosion de l'autorité parentale n'est pas facile à traiter. Les associations, aidées par des psychologues et des psychiatres, paraissent indispensables pour

s'occuper des parents et des enfants en difficultés. Mais on ne peut reconstruire de façon volontariste des familles déstructurées. La puissance publique ne peut se substituer complètement aux familles ; il faut être responsable.

On ne peut échapper à la question de la famille comme une des structures anthropologiques de base de la société, que des conceptions modernes et gauchistes ont rapidement mis de côté.

Il en va de même des fonctions structurantes de la morale, de l'interdit et de la limite.

D'autre part, le comportement fortement instable et violent d'une minorité de jeunes en grande difficulté n'est compatible ni avec l'enseignement, ni avec le travail en entreprise. La réponse à cette question ne peut pas être seulement répressive. Elle implique avant tout un type d'aide et d'encadrement social relevant d'institutions spécialisées, avant même d'envisager de les réinsérer dans le cursus scolaire.

### Conclusion

Notre société est en crise, je l'ai dit. Mais nous sommes intelligents et capables de changer les choses et nous avons, bien entendu, des interlocuteurs motivés et à l'écoute.

C'est ensemble, usagers et professionnels que nous arriverons à quelques chose.

Nous accusons souvent les jeunes, mais il faut penser un peu à ces parents immatures, grossiers qui reprennent le propos de Coluche « il est interdit d'interdire ». J'ai entendu des parents dire « moi quand j'ai envie de dire des gros mots, je les dis », chez les noirs et chez les blancs.

A l'école, moi je forme les enseignants mais j'en souffre. Pour moi, le professeur est roi dans la classe, les gros mots tu les laisses chez toi. On voit les résultats dans les écoles où les enfants insultent les enseignants, ne respectent rien et se croient des saints.

L'éducation est l'affaire de tous y compris des parents. Dans une société où les individus ne se sentant pas responsables des autres, les liens sociaux sont tributaires des difficultés de l'existence où la liberté est une démesure, même si dans son bien fondé c'est une bénédiction, un acquis à préserver.

Il y a des priorités : l'éducation et la formation des professionnels. On peut être surpris et mécontent de voir des gens qui ont eu une éducation vertueuse et, en traversant la Méditerranée, qui ont comme tout oublié, ne transmettent que des aspects négligeables de leurs cultures d'origine, incitant à la jalousie, la haine et le conflit.

La pauvreté, le chômage, la non intégration, la culture ne sont pas des alibis pour refuser de donner une bonne éducation, qui permet d'intégrer une communication et de s'y sentir bien accueilli et efficace, parce que participant à la société, à la vie de la cité.

En théorie, ces valeurs permettent ou conduisent à la citoyenneté. Certains parents analphabètes, illettrés y sont parvenus. Ce n'est pas parce qu'on est analphabète qu'on ne peut pas éduquer, c'est faux. Moi j'ai vu des exemples d'africains, de vieux africains et de vieux maghrébins et j'en suis fier. J'ai des amis arabes, familles nombreuses, les parents sont là.

Par exemple, le papa qui ne savait ni lire ni écrire, le soir qu'est-ce qu'il faisait : les enfants dès qu'ils rentraient de classe : « A table ». Le seul fait d'accompagner les enfants et de surveiller les devoirs, cette présence seulement est capitale. C'est de l'accompagnement et j'insiste beaucoup là-dessus dans mes formations.

Ce n'est pas parce que je suis analphabète, illettré que je suis incapable d'accompagner mes enfants. Attention, ça c'est un alibi, c'est un raccourci, ce n'est pas bien.

Cette formation est conseillée aussi aux travailleurs sociaux. La complexité des gens, la diversité des usagers doivent conduire, dans un esprit d'efficacité, à ouvrir son intelligence, pour connaître les autres et pour les entendre. Pour les entendre avec les outils de la République. Vous êtes l'institution, l'institution est souveraine, mais l'institution aussi peut être humaine.

C'est-à-dire, comme le disait Sénèque : « comment juger lorsqu'on a compris ? » Quand vous avez compris quelque chose avec les outils de l'institution, comment est-ce qu'on peut trouver l'alternative ? C'est le travail que vous faites tous les jours sur le terrain. Vous jouez avec la République, qui est un ensemble de règles prescrites, mais vous lui donnez une forme humaine aussi quand c'est possible. Mais quand il faut trancher, c'est la république qui tranche, on ne peut pas tergiverser.

### **INTERVENTION DE MONSIEUR PHILIPPE KAUFFER MAIS QUE FONT LES FAMILLES ? MAIS QUE FONDENT LES FAMILLES ?**

En février 2008, un sondage de l'IFOP indiquait que pour 42 % des personnes interrogées, la démission des parents permettrait le plus d'expliquer les violences.

Avant de voir que fondent les familles, nous allons d'abord déconstruire des idées, des slogans, des représentations qui stigmatisent les familles, alors qu'elles font ce qu'elle peuvent.

Non les familles ne sont pas laxistes et ne démissionnent pas. Elles se débrouillent. Elles se débrouillent comme elles peuvent. Sinon, impuissance ne veut pas dire démission.

La démission des parents est un mythe. Les familles ne choisissent pas délibérément de ne rien faire et de laisser leurs enfants s'enfoncer.

Une autre idée à déconstruire est celle qui consisterait à soutenir que la désinstitutionnalisation du mariage fragiliserait le fonctionnement des familles en laissant place à des systèmes informels de régulation entre individus qui seraient aussi fragiles et aléatoires que le mariage était solide et permanent.

Dans un article de « Recherches et Prévisions » de la Caisse Nationale des Allocations Familiales, Laurent MUCCHIELLI pose la question : « La dissociation familiale favorise-t-elle la délinquance ? »

Par exemple, les familles monoparentales « produisent »-t-elles davantage de délinquants ? Le divorce des parents est-il un facteur de délinquance des enfants ?

Les résultats de ces enquêtes réfutent ces stéréotypes.

Non, les familles monoparentales ne « produisent pas davantage de délinquants.

Non, le divorce des parents n'est pas un facteur de délinquance des enfants.

Non, le temps de travail de la mère n'apparaît pas significativement lié à la délinquance. Une mère active ne constitue donc pas un facteur de risque de délinquance.

Non les habitants des quartiers sensibles ne sont pas surexposés aux agressions sexuelles (voir l'enquête du Centre de Recherches Sociologiques sur le droit et les institutions pénales).

Alors, est-ce la délinquance ou le sentiment d'insécurité, plus encore que la délinquance, qui progresse ? Est-ce la tolérance qui décroît, et pourquoi ?

De quelle délinquance parlons-nous ?

De la délinquance de transgression qui, bien que risquée ou dangereuse, peut permettre à des adolescents de se construire ?

Ou de la délinquance d'exclusion, qui serait comme un rappel à l'ordre qu'on existe et qu'on a le droit de cité ?

En tout état de cause, en ce qui concerne la violence, la structure familiale n'est pas un facteur déterminant et direct.

Plus que la structure familiale, c'est le mode relationnel - comment on communique, on se traite, en famille et à l'extérieur - qui peut jouer un rôle de prévention.

Si la famille est le premier lieu où s'initient, s'éduquent les liens sociaux, ce n'est pas la plus déterminante.

Dans toutes les enquêtes, la famille arrive en troisième position après l'enjeu de l'insertion ou l'exclusion scolaire et l'influence des groupes de pairs.

Aussi, il est dangereux de psychologiser la question sociale, en minimisant toute explication sociologique. Il serait dangereux de se focaliser uniquement sur l'individu dont le comportement déviant a été généralement repéré dès la petite enfance et dont le parcours délinquant est fondamentalement lié à un fonctionnement familial pathologique ou à un apprentissage familial direct de délinquance. Il s'agit d'une très grande minorité.

Du reste, il est parfois difficile de savoir où mettre entre mal être, souffrance sociale, souffrance psychique, souffrance psychiatrique.

Cette question avait fait l'objet d'une rencontre des professionnels sur Evry en 2006. De ces rencontres est née la création du Réseau Santé Mentale Evry, qui essaie de prendre en compte la complexité des situations en considérant, à la fois, les dimensions éducative, sociale et mentale.

Mettre l'accent principalement sur les défaillances parentales qu'il faudrait recadrer, voire sanctionner, n'est pas efficace.

En janvier 2008 un colloque international, organisé par le Centre d'Analyse Stratégique avait pour sujet : « la responsabilisation des parents : une réponse à la délinquance des mineurs ». Delphine CHAUFFAUT, de la CNAF, dans son compte-rendu signale que : « si la logique répressive acquiert partout une légitimité croissante, le constat est fait d'un échec relatif des solutions répressives, tant par leur dimension dissuasive que dans la nécessaire confiance en soi des parents sur la problématique de l'éducation. »

Puis elle cite Christine LAZERGES : « il faut dire oui à l'accompagnement et non à la sanction des parents ».

Enfin, Delphine CHAUFFAUT conclut : « finalement, des solutions plus préventives et plus positives en terme d'éducation générale, et des solutions plus basées sur « l'empowerment » seraient aujourd'hui des pistes à creuser ».

Il s'agit donc d'abord de reconnaître, plutôt que de culpabiliser. S'appuyer sur les compétences, plutôt que sur les erreurs. Car les compétences mettent en jeu notre responsabilité. Il s'agit de partager des informations, des formations, des compétences pour inventer et non pas reproduire un modèle unique que nous aurions sur la définition de la bonne famille, citoyenne, française ou habitant en France. Il s'agit plutôt de débattre, critiquer, confronter une multitude d'expériences singulières et communes.

C'est dans cet esprit que, par exemple, dans notre association, nous avons mis en place des groupes de paroles sur la parentalité. Petit à petit, nous avons proposé aux bénéficiaires, de se former en même temps que des thérapeutes pour animer avec nous ces groupes qui se sont multipliés, sur d'autres sujets retenus ensemble, comme par exemple : « choisir sa vie, vivre ses choix ». Actuellement, nous avons huit groupes de paroles co-animés par un thérapeute et un bénévole formé.

Enfin, Delphine CHAUFFAUT terminait son propos en citant le célèbre africain : « il nous faut tout un village pour élever un enfant ».

Pour parodier, nous pourrions dire : il faut toute une ville nouvelle, une communauté d'agglomération, pour élever un enfant.

Une ville nouvelle qui a déjà une histoire, qui a eu son utopie sur la mixité sociale, qui a dû réagir devant les réalités, qui affiche ses convictions sur la laïcité et l'expression des religions.

Si Evry a déjà une histoire, les familles aussi ont leur histoire.

A quoi servent aujourd'hui ces histoires ? Que permettent-elles pour s'ouvrir vers de nouveaux horizons ? Quels sont les fondements qui servent de tremplin ?

#### QUE FONDENT LES FAMILLES ?

La famille donne à ses membres à la fois une appartenance et une identité. A la fois, donc, une dépendance et une autonomie.

L'autonomie, ce n'est pas se débrouiller tout seul, se construire tout seul, ne compter que sur soi. L'autonomie, c'est gérer ses différentes appartenances. Le contraire de l'autonomie, c'est quand je suis le mouton de mes appartenances.

Alors, plus je grandis, plus j'ai d'appartenances multiples à gérer. Plus je dois être loyal avec ces différentes appartenances, ce qui entraîne donc des conflits de loyauté.

Comment être à la fois loyal à ma famille, à mon groupe de pairs, à mon quartier, à la culture de mes parents, à celle de mon école ? Comment être loyal vis-à-vis de mon histoire et de mes projets.

Une famille se construit sur plusieurs générations autour d'un mythe fondateur, qui fait que cette famille est à la fois singulière, mais aussi reconnue à l'extérieur comme famille.

Certaines situations peuvent fragiliser les familles dans leur fondement. C'est le cas

Manuel DE OLIVEIRA, cinéaste portugais, affirme : « la seule vérité, c'est la mémoire. Mais la mémoire est une invention. »

Quelle histoire je me raconte ? Quelle représentation en ai-je ? Car l'histoire est vivante. L'histoire n'est jamais finie. L'histoire est mouvement. Par exemple, l'histoire de la guerre d'Algérie telle qu'on la raconte, telle qu'on se la raconte, n'est pas la même en 1965, 1980, 2005 et aujourd'hui.

Un jeune pour se construire a besoin d'un récit et d'un projet.

Un récit pour savoir d'où il vient. Un projet pour savoir où l'on va.

Madame B est d'origine marocaine. Elle s'est mariée avec un Algérien. C'est sa mère qui « l'a donnée à son mari ».

Elle vient nous voir pour des problèmes de communication entre son mari et le seul fils de 20 ans. Il traîne, se drogue, est violent, séjourne parfois en prison. Le mari est venu quand même, mais il se sent perdu, ne comprend pas qu'on puisse aller à l'extérieur parler de la famille, en plein Ramadan.



La fille aînée a un enfant de 6 ans et vit à côté des parents avec son mari. La seconde fille est éducatrice dans le sud de la France, mariée à un Marocain. Ils ont aussi un jeune enfant. La troisième fille vit du R.M.I. dans un studio, près des parents. Elle est homosexuelle, ce qui est la honte totale pour la famille qui, toutefois, pense qu'elle n'a peut-être pas toute sa tête et qu'elle serait plutôt malade. Puis, vient donc le fils de 20 ans et enfin la petite dernière qui prépare son B.E.P.

Monsieur B travaille dur dans des chantiers. Il a fait construire sa maison en Algérie pour sa retraite qu'il prendra bientôt. Mais Madame dit que sa maison c'est sa famille, ses enfants et petits-enfants. Il n'est pas question d'aller en Algérie si tous ses enfants sont en France.

Vu les difficultés du fils, violence, drogue, prison, les parents se demandent si l'Algérie ne serait pas mieux pour lui. Il pourrait travailler là-bas avec son père. Le fils est d'accord, mais plutôt pour faire là-bas son service militaire.

Madame faisait des ménages, puis elle s'est engagée dans la vie associative. Plus elle s'émancipait, plus une partie de la famille en profitait, comme sa fille devenue éducatrice, et une autre résistait, comme son mari qui ne la reconnaissait plus et l'humiliait.

Le mythe de la famille migrante peut être complexe. Si on part, cela doit être pour un mieux dont tout le monde doit profiter, sinon cela peut être une trahison. Quand on part, que devient le mythe du retour ?

Il n'est pas rare de constater que, pris par des loyautés complexes, les familles se débrouillent comme la famille B, en étant loyales à la fois avec le pays hôte et le pays d'origine. Loyal, mais à quel prix ?

Le fils veut faire son service militaire en Algérie mais à la fois séjourne en prison, à Fleury-Mérogis, comme si une forme d'intégration ultime serait de tomber sous la loi du pays où il est. Mais, dans le même temps, pouvoir dire qu'en Algérie il ne serait sûrement pas devenu délinquant.

Dans la même famille, avec la même histoire, les mêmes parents, le frère peut devenir délinquant et la sœur éducatrice.

La plus émancipée, peut-être ou peut-être pas, vit du R.M.I., se dit homosexuelle et ne veut pas se marier. Mais personne ne le sait officiellement au pays. En été, quand ils retournent au pays, ont dit que le fils fait un stage et que sa sœur reste avec lui pour faire la cuisine ; car le fils, en été, se retrouve dans l'impossibilité d'aller là-bas, il est en prison.

Cette famille a cheminé tant bien que mal. Madame est passée d'une vie associative à un retour à la mosquée. Elle venait nous voir en nous disant qu'elle irait voir l'Imam, y est restée après.

Les enfants aînés n'ont pas compris le retour à la religion de leur mère, mais Monsieur était rassuré. Il se trouvait maintenant plus à l'aise à la mosquée d'Evry, connaissant plus de monde, heureux du nouvel investissement de sa femme, alors qu'à la mosquée en Algérie il ne connaissait plus grand monde et sa femme ne voulait pas y aller.

Le fils hésitait, toujours à la recherche d'une militance, flirtant avec un radicalisme religieux. Il voulait se marier avec une fille de là-bas, pour y retourner, ou alors rentrer dans la police en France. Mais après un bilan de compétence, on lui proposa de s'orienter vers une formation de moniteur éducateur.

Que font les familles ?

Que fondent les familles ?

Un récit, un roman, une histoire, un projet, une perspective, un avenir.

Le jeune a aussi besoin d'une société qui sache lui transmettre un passé et lui faire entrevoir un avenir.

Mais parfois, il y a des sociétés uniquement fixées sur l'immédiateté qui, petit à petit, deviennent alors des sociétés « ados » où tout le monde risque de se perdre.

Heureusement, bien sûr, nous n'en sommes pas là...

Pour qu'une histoire soit vivante, il faut qu'elle soit transmise. Mais transmettre sans perspectives, cela donne quoi ?

Cela donne : ou la répétition des histoires bloquées, non résolues, ou l'instabilité.

Car sans perspectives, il n'y a pas de choix. Sans choix, il n'y a pas renoncement pour quelque chose et prise de responsabilité.

Le non choix engendre la violence. La violence n'est jamais gratuite. C'est pour cela qu'il faut mettre le prix pour la prévention, l'accompagnement, voire le soin. Le prix pour le vivre ensemble.

## **CONCLUSION DE MONSIEUR MANUEL VALLS**

Député-Maire d'Evry,  
Président du CLSPD Evry-Courcouronnes

Je n'ai aucune prétention à conclure d'autant plus qu'avec Michel Berson, Stéphane Beudet et Monsieur le Préfet nous avons introduit ce débat en début de matinée. Et puis, une grande partie de cette journée je n'étais pas avec vous, même si on m'a fait un compte-rendu de vos travaux.

Je me disais d'ailleurs que, d'une certaine manière, j'avais aussi essayé d'apporter une réponse à certains des problèmes que vous avez évoqués, puisque j'ai passé une partie de l'après-midi - Monsieur le Préfet délégué vous étiez avec moi - à remodeler les missions de la MEP, de la Mission Locale et du PLI, c'est à dire à faire en sorte que l'outil de formation et d'insertion professionnelle tourné vers les publics en difficulté, et notamment vers les jeunes de cette agglomération soit plus efficace ; nous étions là aussi dans la définition de réponses concrètes.

Deuxièmement, ce sont des sujets très compliqués que vous avez abordés, que nous avons abordés, aujourd'hui. Parce qu'il n'y a pas une réponse unique et exclusive, soit celle de la prévention, soit celle de la sécurité ; c'est un vieux débat qui m'agace et que je trouve totalement inutile. En revanche, l'approche tout à la fois politique, culturelle, sociale, parentale est évidemment essentielle ; il n'y a donc pas une seule réponse et il faut, énormément, décroiser. Car au fond, vous les professionnels et travailleurs sociaux, qui vous êtes essentiellement exprimés aujourd'hui, vous avez des expériences différentes mais vous vous référez à une philosophie et une culture qui vous sont propres.

Si nous avons eu la possibilité de décroiser ce débat et de le mener également avec les magistrats du Siège ou du Parquet ou avec les policiers, qui sont aussi des fonctionnaires et qui vivent des situations difficiles, sans doute aurions-nous eu le témoignage d'autres expériences. Je sais que c'était sans doute difficile et qu'on ne peut pas tout engager en même temps. Mais tout le problème est de vraiment décroiser les différentes politiques publiques et le travail des associations.

On débat de cela depuis vingt ou trente ans ; et plus encore depuis ce qu'on a appelé les émeutes de 2005. Je suis, quant à moi, très modeste sur la réponse apportée. Parce qu'on voit bien que le pacte républicain s'est désintégré. C'est à dire l'idée que dans ce pays les enfants allaient vivre mieux que leurs parents ; que l'Ecole était facteur de promotion sociale, d'ascenseur social. Ces quartiers qui ont été construits au nom de l'idéal, Jacques Longuet nous le disait ce matin, les ZUP qui étaient destinées à accueillir ici ou là ceux qui vivaient dans des bidonvilles : tout cela s'est désagrégé.

Et donc nous sommes là devant des questions très lourdes qu'on ne peut pas résoudre à notre niveau, mais au niveau européen et même mondial, les problématiques d'immigration. J'ai compris une grande partie des questions qui se posent ici à Evry grâce au jumelage et à la coopération avec Kayes, au Mali, en discutant avec les parents...

Et en même temps, je ne peux pas réduire ces problèmes à l'immigration seulement, cela n'aurait pas de sens.

Et puis il y a toujours l'arbre qui cache la forêt.

Une très belle manifestation rassemble chaque année à Evry tous les jeunes diplômés de la ville, du Brevet au Doctorat. Cinq cents à six cents jeunes sont dans la salle du Conseil Municipal en Mairie, de toutes les couleurs et de toutes les origines. C'est de cette jeunesse-là dont je veux essentiellement parler. Bien sûr, je ne veux pas oublier ceux qui sont en grande difficulté ou ceux qui sont aux prises avec la délinquance. Mais enfin, notre responsabilité, c'est aussi d'envoyer un message d'espoir à la jeunesse. On s'est plaint dans la salle, que les « jeunes ne soient pas là pour nous interpeller » et on a dit qu'il « faut leur donner la parole ». Mais qui m'interpellerait à ce moment-là ? Celui qui deale, même si je veux bien comprendre pourquoi il le fait ? Celui qui agresse ? Celui qui est dans la cage d'escalier ? Ou celui qui malgré tout, avec ses parents, cherche à étudier, à s'en sortir ? A qui je m'adresse ? Qui j'écoute le mieux ou le plus ? Evidemment tous. Mais enfin je ne voudrais pas que la problématique de la jeunesse, et de celle qui est en difficulté, se résume à ceux qui sont dans la violence, même s'il faut évidemment leur tendre la main en permanence, et trouver des solutions. Mais je pense aussi à tous les autres.

On parle des familles monoparentales ou recomposées. Mais beaucoup vivent dans ces difficultés et beaucoup essaient de s'en sortir. Nous sommes face à un problème d'échelle de valeurs. Et c'est l'une des raisons pour laquelle il faut lutter contre toutes les discriminations. Parce que quand un jeune, en raison de sa couleur de peau, de son nom, ou même de son adresse se retrouve face à une discrimination, c'est évidemment l'échelle de valeurs qui s'écroule parce qu'au fond on a le sentiment que celui qui a fait l'effort, qui a pu étudier ou qui a été aidé ne réussit pas, alors qu'en revanche l'argent facile obtenu à travers la délinquance, lui, permet en quelque sorte de « réussir ».

Donc le problème de la jeunesse est beaucoup plus large. Et dans cette jeunesse, cela a très bien été dit par Monsieur le Préfet ce matin, il y a ceux ou celles qu'en l'occurrence on ne voit pas. Je suis très frappé que dans les émeutes de 2005 et même dans tous les faits de délinquance de manière générale on voit très peu de filles, très peu de jeunes femmes. Il y en a bien sûr ; la violence s'accomplit d'une autre manière. Mais la violence faite aux femmes et aux filles est une réalité.

J'entendais aussi avec intérêt parler tout à l'heure de l'homosexualité. Mais dans certains quartiers populaires, quelqu'un peut-il aujourd'hui se déclarer homosexuel ? Non. cela veut bien dire qu'il y a quand même des problèmes très lourds.

Je reçois tous les soirs les rapports des faits de délinquance sur la ville. Ce qui me frappe d'ailleurs, et vous le savez bien vous, les travailleurs sociaux, c'est la violence infra-familiale,

qui d'ailleurs touche tous les milieux sociaux. Et les femmes qui subissent la violence de leur compagnon ou de leur époux, c'est effrayant !

Donc je ne veux pas que le problème des quartiers populaires et de la délinquance se résume à la manière d'apporter une solution à l'angoisse, légitime sans doute, mais de quelques dizaines ou quelques centaines de jeunes qui posent des problèmes lourds. Cela ne peut pas être aussi réducteur ; sinon on tombe dans le même piège que celui du journal de 20 heures où tout se résume à un problème, à une minute et à une solution.

On sait bien qu'il y a une réponse économique, on sait bien qu'il y a une réponse qui est celle de l'habitat. On parle de ghettos, c'est une réalité. J'ai parlé du quartier du Bois Sauvage, ce matin. Quand on entasse les mêmes populations, parfois des mêmes pays, des mêmes ethnies, volontairement, dans les mêmes quartiers, parfois dans les mêmes cages d'escaliers, et qu'en plus ils sont pauvres, comment voulez-vous qu'à terme il n'y ait pas quelque chose qui ne marche pas ? Il faut quand même l'assumer. On ne peut pas accepter cette société.

Au Pays-Bas, cela a été accepté un moment. J'en ai beaucoup discuté avec le Maire d'Amsterdam, qui est par ailleurs un grand bonhomme, et qui, lui, expliquait que c'était mieux que les populations ici marocaines, ici maliennes, ici indonésiennes, vivent chacune dans les mêmes quartiers. Il y a même des quartiers au Pays-Bas qui sont faits pour les riches marocains ou les riches hollandais. Moi je ne veux pas de cette société. La France, c'est la République, avec sa diversité.

Donc, il n'y a pas une seule réponse. Et c'est vrai pour la lutte contre la délinquance. Je fais partie de ceux qui pensent que l'insécurité est un problème majeur et qu'elle frappe d'abord les catégories populaires, qu'elle frappe d'abord les jeunes. Regardez le numéro spécial qui été mis en place par la Région ; ce sont les jeunes qui appellent, ce sont eux les premières victimes du racket, de la violence à la sortie des lycées, des violences sexuelles, ce sont les jeunes ; et aussi les personnes âgées, les femmes isolées et l'homme qui sort de chez lui et qui voit sa voiture brûler. Pardon de vous parler ainsi, peut-être comme Nicolas Sarkozy, mais c'est exactement ainsi. Et si vous n'entendez pas cela, il ne faut pas s'étonner ensuite de retrouver certaines idées au pouvoir, aujourd'hui. Pardon de cette incise politique. Mais si on nie la réalité, à un moment elle s'impose aux gens. Et encore une fois je ne fais que décrire les choses.

Donc je pense qu'il faut agir sur toutes les palettes. Et accepter, c'est très difficile sur le plan pédagogique, de dire que cela ne peut se faire que dans la durée, avec beaucoup de patience, avec beaucoup d'évaluations. Avec des débats, comme celui-ci. Il n'y a pas beaucoup de villes et d'agglomérations qui travaillent ainsi, je veux le dire. Et souligner, y compris quand même, qu'un maire UMP de Courcouronnes, qu'un maire socialiste à Evry, travaillent ensemble sur cette question.

Alors on apporte des solutions. Oui, vous le savez quand il n'y a plus de police « de proximité », je n'ouvre pas de polémiques, la Police Nationale agit. Et c'est une police de l'ordre, d'enquête -c'est aussi ce qu'on lui demande-. Je mets en place une Police Municipale et c'est un choix budgétaire : une quarantaine de policiers municipaux, avec des moyens importants. Oui, nous allons mettre de la vidéo-protection sur la ville ; on fait évidemment attention aux règles du respect des libertés individuelles. Je ne dis pas que c'est cela qui va régler le problème. Vous savez quand vous allez sortir de ce théâtre et traverser le centre commercial, il y a de la vidéosurveillance partout. Mais pas pour vous surveiller. Vous le constatez tous : la délinquance a sacrément baissé au centre commercial, il y a une autre ambiance que voici quelques années, grâce à la rénovation et à la vidéo-protection. Sur la ville aussi on a besoin de cette vidéosurveillance, en relation avec la Police.

Quand place Troisdorf, dans un quartier plutôt tranquille aux Champs-Élysées -on en parle beaucoup dans l'actualité- celle qui tient la maison de la presse se fait agresser trois fois en quelques semaines, elle me demande des solutions concrètes. Nous mettons la police, il y a la maison de quartier à côté, on met des médiateurs. Il faut aussi y ajouter des moyens de vidéo-protection. Et c'est pareil dans les moyens de transports. Cela ne règle pas tous les problèmes mais cela crée un peu de prévention, cela permet de résoudre les enquêtes -et encore pas toutes-, cela permet avec un autre urbanisme, un meilleur éclairage de progresser. Cela ne remplacera jamais bien sûr la présence humaine ; il faut une police des transports, des médiateurs. Mais c'est un des moyens. Il ne faut pas les opposer.

J'ai donc une police municipale à Evry, comme à Courcouronnes. Nous mettons en place une vidéosurveillance, comme à Courcouronnes.

Mais à côté de cela nous travaillons dans tous les autres domaines. Nous sommes exemplaires en matière de Réussite éducative, grâce aux financements de l'Etat, que j'ai écorné ce matin, mais en ce domaine je peux au moins souligner cet aspect-là. Nous faisons de l'Ecole une priorité, dans une ville aussi jeune qu'Evry c'est très important. Notez-le, dans cette ville, il y a une salle informatique par école, toutes les fournitures scolaires sont gratuites, il y a une ATSEM par classe en maternelle ; bon sang, ce n'est pas partout que cela se fait !

Nous avons un dispositif d'Aides aux victimes exemplaire en Centre-Essonne et dans le département. Or, trop souvent la victime est oubliée. Vous avez mille exemples de la victime qui va au commissariat et qui n'est pas forcément bien accueillie : c'est une deuxième violence qui s'exerce sur elle.

Il y a tout le problème de la parentalité. Là je n'y arrive pas aujourd'hui. En plus je suis père de quatre enfants, divorcé ; mes enfants ne vivent pas dans les mêmes conditions que les gamins des quartiers. Mais j'ai beaucoup de mal à me mettre à la place des autres parents, parce que c'est le métier le plus difficile.

Nous allons instituer à Evry ce qui ressemblera à un Conseil des Droits et Devoirs des Familles, à notre sauce, pour entamer ce dialogue avec les parents. Parce que c'est aussi leur responsabilité. Il faut les aider car ils sont en très grandes difficultés. Parfois quand il n'y a qu'un parent ou qu'une mère au foyer, et bien il faut l'aider. Quand elle travaille toute la journée, elle ne peut pas s'occuper de ses enfants. Il faut lui donner des conseils.

Il faut également créer une Maison des Parents. Des associations se sont penchées sur ce thème, M'Baye Badiane le sait bien. Ce sont là aussi des questions qu'il faut sérieusement approfondir.

Mme Dumec me disait en aparté qu'il faut inventer. Oui, il faut inventer, innover, décloisonner. Et c'est cela qui me semble intéressant dans l'apport de votre journée.

Je suis bien conscient que le dialogue avec la jeunesse est la chose la plus compliquée. En plus, je le vois moi-même. Comme Maire, je suis l'autorité ; donc forcément je suis contesté. Il y a partout une contestation de l'autorité. Elle existe partout, et heureusement. Nous avons tous contesté l'autorité. Les fils contestent les pères.

Mais en même temps, on ne doit pas céder sur les valeurs, sur les normes. Une société a besoin de normes, de règles, d'autorité. Sans ordre, pas de justice et je comprends que quand on est travailleur social, sociologue, enseignant, on ne fait pas le même métier qu'un policier ou qu'un juge.

Nous rencontrons beaucoup de problèmes avec la Justice, notamment avec les juges du Siège, acteurs absents de beaucoup de nos débats. Les juges du Siège à Evry, notamment aux affaires familiales comme dans beaucoup de tribunaux, ne sont pratiquement que des femmes très

jeunes et qui ne rêvent que d'une seule chose pour la plupart, c'est de partir. Elles ne sont pas encrées dans la réalité d'un territoire, et elles voient des dizaines de cas passer. Donc, c'est une Justice, même s'il y a beaucoup de professionnalisme, qui pose un vrai problème.

Quelles solutions : la prison ? Je vais une fois par an au moins à Fleury-Mérogis : il y a la prison des mineurs bien encadrée mais quand on a 18 ans et un jour, on passe de l'autre côté :

- Dans quel univers de violence et d'apprentissage de la violence ?
- La réinsertion est-elle bien préparée ? Difficilement.
- Faut-il créer des centres éducatifs fermés comme celui qui existe à Savigny ? Sans doute.

Cela coûte beaucoup d'argent et il faut que la société accepte de dépenser beaucoup d'argent pour la réinsertion, il faut plusieurs éducateurs pour un jeune. Nous, nous voulons travailler avec le service de prévention pour travailler sur la réinsertion.

Il n'y a pas de solution simple mais je suis convaincu que ce type de dialogue doit permettre de réinventer parce que nous n'aurons pas plus d'argent alors qu'il y aura plus de problèmes et plus de violence.

C'est un vrai sujet et nous-mêmes avons beaucoup d'efforts à faire à Evry en matière d'équipements ; mais sans rien céder. Quand je vais place Salvador Allende ou place Jules Vallès, je rencontre des jeunes qui font 1m85 et qui me disent « Monsieur le Maire, vous ne faites rien pour les jeunes, vous avez fermé la maison de quartier ». La Maison de quartier fermée ? Pas du tout, au contraire, elle s'agrandit ; il y a en plus un pôle économique. C'est quoi « rien » pour vous, c'est l'absence d'une salle avec un billard, du ping-pong ? J'ai fermé tous ces espaces ados qui n'ont aucun sens. Ce n'est pas cela la politique d'une ville. En revanche, il y a un vrai questionnement sur ce qu'on propose en matière d'insertion sociale et professionnelle, c'est tout le travail que beaucoup d'entre vous faites à la Mission locale ou à travers le service insertion de la ville.

Une vraie question se pose sur la problématique des loisirs, de la culture, dans un monde (je crois que c'est Monsieur le Préfet qui le disait) où les attractions viennent de la télévision, du centre commercial, des marques, de l'argent facile auquel on ne peut pas accéder : cela pose un vrai problème, avec des inégalités profondes. Je suis convaincu que c'est autour de cela qu'il faut apporter une réponse. En même temps, il y a le quotidien, il y a l'urgence, il y a ceux qui ne sont pas dans la délinquance qui souffrent du chômage, de la délinquance et à qui on doit aussi apporter une réponse.

Nous sommes une collectivité, une société avec ses différences, mais nous devons vivre autour des mêmes valeurs. Et je prendrais beaucoup d'intérêt en tant que Député, comme Maire ou comme Président du Conseil Intercommunal de Prévention de la Délinquance, à approfondir ces questions-là.

Nous avons eu un débat passionnant sur les problématiques de santé mentale au sein du CLSPD. Le premier problème de violence, c'est le problème de la psychiatrie et de la santé mentale qui est démunie dans notre pays. Beaucoup de jeunes de 13,14,15 ans qui sont en très grande difficulté peuvent se retrouver en prison ou dans un établissement fermé ; ils ont besoin de soins médicaux et mentaux d'abord, plus que d'une nouvelle violence qui est celle de l'enfermement même si la prison à un moment ou un autre est aussi une réponse indispensable. La société doit évidemment se protéger et les protéger de cette violence.

Du fond du cœur, je voulais vous remercier, et remercier les organisateurs et les animateurs de cette journée, parce que je crois qu'elle est intéressante. Elle montre qu'on ne s'arrête pas à une réponse, qu'on ne veut pas être marqué par ce qui est un échec terrible qu'est la mort d'un

gamin, mais qu'on cherche ensemble des solutions. Et c'est au fond la vocation d'Evry et Courcouronnes d'être pionnières dans ce domaine comme dans d'autres.

Merci de votre attention.

**MONSIEUR ERIC FREYSSELINARD**  
**Préfet Délégué pour l'Égalité des Chances**

Merci, Monsieur le Député-Maire de votre fougue et de votre engagement pour votre ville, votre agglomération. Merci à vous tous également d'avoir participé à cette journée.

Vous êtes au quotidien dans les quartiers, dans la réflexion sur les difficultés qu'on y rencontre. Vous avez pris le temps, à l'initiative des deux villes, du Conseil Général, des services de l'Etat de vous rencontrer depuis plusieurs années pour analyser les causes profondes de la violence. Aller au-delà de la réponse immédiate et rechercher des causes et des orientations pour l'action me paraît vraiment fondamental.

La délinquance baisse depuis une dizaine d'années. Les violences urbaines baissent selon les statistiques de plus de 20% depuis le début de l'année. Tous ces chiffres sont vrais mais pourtant la violence, est là, et les bandes s'affrontent, elles sont même de plus en plus jeunes. La violence au quotidien, la délinquance, les difficultés, vous les rencontrez, on ne peut pas le nier. Alors quelles sont les causes de ces violences ? Ce n'est pas moi qui vais vous donner les réponses et vous y avez travaillé toute la journée.

Voici la façon dont je les vois : il y a évidemment des causes immédiates et des causes plus profondes.

Les causes immédiates on les connaît tous, on les subodore ; ce sont évidemment des bagarres autour du trafic de drogue, des bandes qui s'affrontent, pour des prétextes futiles, pour un mauvais regard, paraît-il.

Evidemment, cela cache souvent des réalités différentes. Et, je pense aussi que ces jeunes, (et vous avez beaucoup discuté de la famille), faute d'un foyer accueillant, se retrouvent dehors et finalement s'approprient le quartier par des tags.

Par la violence peut-être traduisent-ils ce qu'ils n'arrivent pas à exprimer par la parole. Ces jeunes finalement, par cette appropriation du quartier, par ces réflexes un peu primitifs qui nous renvoient à une société plus anciennes, que veulent-ils ?

Peut-être s'opposent-ils à la société des adultes. et ne se rendent-ils pas compte qu'ils ne se confrontent pas à la société des adultes, mais qu'ils s'affrontent entre eux . Ce qu'ils ne voient pas c'est qu'ils ne sont pas en train de braver la société des adultes mais s'autodétruisent. Ils aggravent ainsi le cercle vicieux de la discrimination.

La discrimination est réelle, sur la couleur de la peau, sur l'origine sociale, sur l'origine géographique du quartier mais elle s'auto-entretient également. A partir du moment où on a commencé à casser, à détruire un quartier, on se stigmatise ainsi que le quartier dans lequel on habite, et on s'étonne ensuite de pas trouver une sortie à ce quartier. C'est un cercle vicieux terrible.

Les causes plus profondes, les causes familiales renvoient à la précarité, à la pauvreté, à la concentration de la précarité qu'on arrivera jamais à annihiler complètement dans ces quartiers. On la réduit peu à peu mais elle existe encore et surtout nous avons le tort de la concentrer.

Evidemment ce n'est pas volontairement parce que, Monsieur le Député le rappelait tout à l'heure, ces quartiers étaient magnifiques au départ quand on les a construits. Mais peut-être n'a-t-on pas su les voir évoluer ni su intervenir à temps.

Les réponses de l'Etat, des pouvoirs publics, doivent être multiples et si on a des causes immédiates et des causes plus profondes, il faut que nos répliques soient aussi à différents niveaux.

Nos réponses sont forcément policières au départ parce que si on a des phénomènes de délinquance, il faut que la police puisse intervenir rapidement. Nous devons travailler sur les réseaux de drogue et, avec le groupement d'intervention régional, nous avons déjà démantelé certains réseaux de trafic de drogue ou de marchand de sommeil et nous allons continuer.

La vidéosurveillance me paraît aussi fondamentale et je sais que les Maires d'Evry et de Courcouronnes se sont engagés dans ce domaine, je sais qu'ils souhaitent continuer, et que d'autres Maires veulent le faire. J'entends parfois des interrogations sur la vidéosurveillance (est-ce que c'est bien cette société policière ?) mais jamais je n'ai entendu quelqu'un me dire : « Elle a été implantée dans la commune et ça n'a pas marché. les gens s'en sont plaint, ça ne sert à rien et ça met en danger nos libertés fondamentales », jamais ! Il y a des interrogations avant, après il n'y en a plus, on ne la voit pas ; mais on constate que la paix est revenue dans un quartier.

Plus profondément, c'est sur toutes les politiques de l'Etat que nous devons agir, notamment sur la rénovation urbaine.

Monsieur le Maire a par ailleurs lancé un appel ce matin sur le quartier du Bois Sauvage, nous avons dépensé beaucoup d'argent sur les Pyramides. Sur 16 communes dans le Département, nous allons investir pendant plusieurs années près de 600 millions d'euro pour ouvrir les quartiers, tracer des voies dans ces quartiers qui se sont refermés sur eux-mêmes, démolir les barres les plus dégradées, résidentialiser les quartiers, avoir des entrées d'immeubles, des digicodes, un ramassage des ordures ménagères correct, ce que l'on appelle la Gestion Urbaine de Proximité avec un sur-entretien et une présence importante (les bailleurs par exemple qui ont installé une agence en plein milieu du quartier des Pyramides).

C'est aussi toute l'éducation et vous avez bien voulu parler de la Réussite éducative parce que au-delà même du travail formidable que font tous les professeurs dans nos établissements, il y a toute une série de dispositifs qui ont été mis en œuvre pour essayer d'aller vers les questions les plus difficiles.

L'année dernière, par la Réussite éducative, c'est 4000 jeunes que nous avons accompagnés. Nous y consacrons en Essonne les sommes les plus importantes par rapport au niveau national, nous avons 10 millions d'euro pour la Politique de la Ville, dont la moitié à la Réussite Educative. Ce que l'on aura pu faire avec les enfants, au primaire, au collège pour les aider à sortir de leurs difficultés, participera à la lutte contre la violence.

Ce sont aussi toutes les actions menées avec les parents : les cafés des parents que certaines communes organisent, toutes les actions de soutien à la parentalité.

C'est le lien social.

Ce sont toutes les associations, et je sais qu'il en a dans la salle que nous aidons avec les crédits Politique de la Ville pour agir dans tous les domaines de la construction de l'individu. Ainsi que la lutte contre le décrochage scolaire pour laquelle un programme vient d'être lancé.



Ce programme nécessite le recrutement de 5000 personnes au niveau national pour essayer d'identifier le travail. Nous avons travaillé avec l'Inspection Académique pour identifier les élèves qui décrochent scolairement afin que chacun ait une réponse personnalisée.